

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La Russie continue à soutenir le Plan Annan

Pas davantage de violations du Droit international par l'OTAN et le Conseil de coopération du Golfe (CCG)

par Thierry Meyssan

La crise syrienne a changé de nature. Le processus de déstabilisation qui devait ouvrir la voie à une intervention militaire légale de l'Alliance atlantique a échoué. Otant leur masque, les Etats-Unis ont publiquement évoqué la possibilité d'attaquer la Syrie sans l'aval du Conseil de sécurité, comme ils le firent au Kosovo. C'était feindre d'ignorer que la Russie de Vladimir Poutine n'est pas celle de Boris Eltsine. Après s'être assuré du soutien chinois, Moscou a tiré deux coups de semonce en direction de Washington. *La continuation des violations du droit international par l'OTAN et le «Conseil de coopération du Golfe» (CCG) risque désormais d'ouvrir un conflit mondial.*

Le président Vladimir Poutine a placé son troisième mandat sous le signe de l'affirmation de la souveraineté de son pays face aux menaces directement lancées contre la Fédération de Russie par les Etats-Unis et l'OTAN. Moscou a maintes fois dénoncé l'élargissement de l'OTAN, l'installation de bases militaires à ses frontières et le déploiement du bouclier antimissile, la destruction de la Libye et la déstabilisation de la Syrie.

La Syrie représente la ligne rouge à ne pas franchir

Les jours suivant son intronisation, M. Poutine a passé en revue l'industrie militaire russe, ses forces armées, et son dispositif d'alliance.¹ Il a poursuivi cette mobilisation en choisissant de faire de la Syrie la ligne rouge à ne pas franchir. Pour lui, l'invasion de la Libye par l'OTAN est comparable à celle de la Tchécoslovaquie par le III^e Reich, et celle de la Syrie – si elle devait avoir lieu – serait comparable à celle de la Pologne qui déclencha la Deuxième Guerre mondiale.

Toute interprétation de ce qui se passe actuellement au Levant en termes intérieurs syriens de révolution/répression est non seulement faux, mais dérisoire au regard des vrais enjeux et relève de la simple communication politique. La crise syrienne est avant tout une étape du «remodelage du Moyen-Orient élargi», une nouvelle tentative de détruire «l'Axe de la Résistance», et la première guerre de «la géopolitique du gaz».² Ce qui se joue actuellement en Syrie, ce n'est pas de savoir si Bachar el-Assad parviendra à démocratiser les institutions qu'il a reçues en héritage ou si les monarchies wahhabites

du Golfe parviendront à détruire le dernier régime laïque de la région et à imposer leur sectarisme, *mais quelles frontières séparent les nouveaux blocs, OTAN et Organisation de coopération de Shanghai (OCS).*³

L'opposition armée s'attaque à tous les symboles de la culture et du multi-confessionnalisme (alaouites, chrétiens, écoles, églises)

Certains de nos lecteurs ont probablement sursauté à la lecture de la phrase précédente. En effet, depuis des mois, les médias occidentaux et du Golfe leur martèlent à longueur de journées que le président el-Assad incarne une dictature sectaire au profit de la minorité alaouite, tandis que son opposition armée incarne la démocratie pluraliste. Un simple regard sur les événements suffit à discréditer cette présentation mensongère. Bachar el-Assad a convoqué successivement des élections municipales, un référendum et des élections législatives. Tous les observateurs se sont accordés à dire que les scrutins se sont déroulés de manière sincère. La participation populaire a atteint plus de 60% alors même que les Occidentaux les ont qualifiés de «farces» et que l'opposition armée qu'ils soutiennent a empêché les citoyens de se rendre aux urnes dans les quatre districts qu'ils contrôlent. Dans le même temps, *l'opposition armée a multiplié les actions non seulement contre les forces de sécurité, mais contre les civils et tous les symboles de la culture et du multi-confessionnalisme. Ils ont assassiné les sunnites progressistes, puis tué au hasard alaouites et chrétiens pour contraindre leurs familles à fuir. Ils ont brûlé plus de mille cinq cents écoles et églises. Ils ont proclamé un éphémère Emirât islamique indépendant à Baba Amr où ils ont institué un Tribunal révolutionnaire qui a condamné à mort plus de 150 mécréants, égorgés un à un en public par leur bourreau. Et ce n'est pas le pitoyable spectacle de quelques politiciens dévoyés, réunis au sein d'un Conseil national syrien en exil, affichant un projet démocratique de façade sans rapport avec la réalité de terrain des crimes de l'Armée «syrienne» libre, qui masquera plus longtemps la vérité. Au demeurant, qui peut croire que le régime laïque syrien, dont l'exemplarité était célébrée il y a peu, serait devenu une dictature confessionnelle, tandis que l'Armée «syrienne»*

libre, soutenue par les dictatures wahhabites du Golfe et obéissant aux injonctions de prédicateurs takfiristes serait un parangon du pluralisme démocratique?

L'évocation par des dirigeants américains d'une possible intervention internationale hors mandat de l'ONU, à la manière dont l'OTAN avait démembré la Yougoslavie, a suscité inquiétude et colère à Moscou. La Fédération de Russie, qui jusqu'ici se tenait en position défensive, a décidé de prendre l'initiative. Ce changement stratégique est dû à l'urgence de la situation du point de vue russe, et à l'évolution favorable sur le terrain en Syrie.⁴

Moscou a proposé de créer un Groupe de contact sur la Syrie qui réunirait l'ensemble des Etats concernés, c'est-à-dire à la fois les Etats voisins, les puissances régionales et internationales. Il s'agit de substituer un forum de dialogue à l'actuel dispositif belliqueux mis en place par les Occidentaux sous le vocable orwellien de «Conférence des Amis de la Syrie».

Des «Chapkas bleues» pour la Syrie

La Russie continue à soutenir le Plan Annan – qui est en fait la reprise à peine modifiée du plan présenté par *Sergey Lavrov* à la Ligue arabe. Elle déplore que ce plan ne soit pas appliqué, mais rejette la culpabilité sur la faction de l'opposition qui a pris les armes. Selon *A. K. Lukashevich*, un des porte-parole du ministère des Affaires étrangères, l'Armée «syrienne» libre est une organisation illégale au regard du droit international. Bien qu'elle assassine chaque jour 20 à 30 soldats syriens, elle est publiquement soutenue par les Etats de l'OTAN et du *Conseil de coopération du Golfe* en violation du Plan Annan.⁵

Se posant en faiseur de paix face à une OTAN faiseur de guerre, *Vladimir Poutine* a demandé à l'OTSC de se préparer à déployer des «chapkas bleues» [le pendant russe des *Casques bleus*] en Syrie, à la fois pour séparer les belligérants syriens et pour combattre les forces étrangères. *Nicolai Boryuzha*, secrétaire général de l'*Organisation du traité de sécurité collective* (OTSC), a confirmé qu'il dispose de 20 000 hommes formés pour ce type de mission et immédiatement disponibles.⁶

Ce serait la première fois que l'OTSC déploierait une force de paix hors de l'ancien espace soviétique. Piqué au vif, le secrétaire général de l'ONU, *Ban Ki-moon*, a tenté de saboter cette initiative en proposant soudainement d'organiser lui aussi un Groupe de contact.

Réunissant à Washington le groupe de travail sur les sanctions de la «Conférence des Amis de la Syrie», la secrétaire d'Etat américaine *Hillary Clinton* a fait fi de la proposition russe et a surenchéri en faveur d'un changement de régime.⁷

Turquie: un camps de réfugiés a servi de couverture pour un arsenal

En Turquie, des parlementaires d'opposition ont visité les camps de réfugiés syriens. Ils ont constaté l'absence de plus d'un millier de réfugiés enregistrés par les Nations Unies dans le principal camp et, au contraire, la présence d'un arsenal dans le camp. Ils ont alors interrogé à l'Assemblée le Premier ministre *Recep Tayyip Erdogan* exigeant qu'il révèle le montant de l'aide humanitaire accordée aux réfugiés fantômes. Les députés consi-

dèrent que le camp de réfugiés est une couverture pour une opération militaire secrète. Il abrite en réalité des combattants, principalement libyens, qui l'utilisent comme base arrière. Les députés ont émis l'hypothèse que ces combattants sont ceux qui se sont introduits dans le district de Houla lorsque le massacre a été perpétré.

Ces informations confirment les accusations de l'ambassadeur russe au Conseil de sécurité, *Vitaly Churkin*, selon lesquelles, le représentant spécial de Ban Ki-moon en Libye, *Ian Martin*, a utilisé des moyens de l'ONU destinés aux réfugiés pour acheminer en Turquie des combattants d'Al Qaeda.⁸

En Arabie saoudite, la fracture entre le roi *Abdallah* et le clan des *Sudeiris* s'est à nouveau manifestée. A l'invitation d'*Abdallah I^{er}*, le Conseil des Oulémas a publié une fatwa stipulant que la Syrie n'est pas une terre de jihad. Mais, dans le même temps, le prince *Fayçal*, ministre des Affaires étrangères appelait à armer l'opposition contre «l'usurpateur alaouite».

La journée du jeudi 7 juin a été riche en événements. Alors que Ban Ki-moon et *Navanethem Pillay*, respectivement secrétaire général et Haut-commissaire aux Droits de l'homme, dressaient leur réquisitoire contre la Syrie devant l'Assemblée générale de l'ONU, Moscou a procédé à deux tirs de missiles balistiques intercontinentaux.

Le colonel *Vadim Koval*, porte-parole des *Forces stratégiques russes* (RSVN), a admis le test d'un *Topol* – lancé depuis un silo près de la Caspienne –, mais n'a pas confirmé celui d'un *Boulava* depuis un sous-marin en Méditerranée. Cependant, le tir a été observé dans tout le Proche-Orient, d'Israël à l'Arménie, et il n'existe aucune autre arme connue qui puisse laisser de telles traces dans le ciel.⁹

L'OTAN et le CCG doivent arrêter d'alimenter le terrorisme

Le message est clair: Moscou est prêt à la guerre mondiale, si l'OTAN et le CCG ne se plient pas aux obligations internationales telles que définies par le Plan Annan, et persistent à alimenter le terrorisme.

Selon nos informations, ce coup de semonce avait été coordonné avec les autorités syriennes. De même que Moscou avait encouragé Damas à liquider l'Emirat islamique de Baba Amr sitôt l'autorité du président el-Assad confirmée par le référendum constitutionnel, de même il a encouragé le président à liquider les groupes de mercenaires présents dans le pays sitôt le nouveau Parlement et le nouveau Premier ministre installés. L'ordre a été donné de passer d'une stratégie défensive à une action offensive pour protéger la population du terrorisme. L'armée nationale est donc passée à l'attaque des bastions de l'Armée «syrienne» libre. Les combats des prochains jours s'annoncent difficiles, d'autant que les mercenaires disposent de mortiers, de missiles anti-chars et désormais de missiles sol-air.

Pour faire baisser la tension, la France a immédiatement accepté la proposition russe de participation à un Groupe de contact ad hoc. Washington a dépêché en urgence *Frederic C. Hof* à Moscou. Contredisant les propos tenus la veille par la secrétaire d'Etat *Hillary Clinton*, F. C. Hof a à son tour accepté l'invitation russe.

Communiqué de presse concernant la votation sur le Parc naturel dans le canton de Schwytz

Les habitants du canton de Schwytz s'opposent à de nouvelles restrictions

Dimanche dernier, les dix communes restantes du canton de Schwytz ont elles aussi voté à l'urne sur la phase d'édification du Parc naturel. Le résultat n'aurait pas pu être plus clair. Le Non allait d'un taux de 72% (Schwytz) à un taux sensationnel de 92% à Unteriberg. Quatre communes avaient décidé déjà auparavant lors de leurs Assemblées générales par vote à main levée. Là aussi, les résultats étaient très clairs. Le meilleur résultat a été atteint dans la commune d'Alpthal, où toutes les 58 personnes présentes ont rejeté le projet. Ainsi toutes les 14 communes se trouvant dans le périmètre se sont clairement prononcées contre le projet du Parc naturel. Les Schwytzois en ont assez des restrictions. Nous ne voulons pas davantage de directives. Avant tout la réglementation en vigueur dans le parc

a suscité de grands débats. Les adversaires ont réussi à démontrer les inconvénients fondamentaux d'un tel parc. Dans le canton de Schwytz, on n'est pas prêt à gaspiller les deniers publics pour un projet qui n'apporte pas d'avantages à la majeure partie de la population. La phase d'édification aurait tout de même coûté 2,8 millions de francs. Le mauvais rapport coût-bénéfice a certainement aussi été une raison du large refus. Pour profiter de quelques francs de subventions de Berne, les Schwytzois ne se laissent pas acheter, encore moins quand il s'agit de perdre encore davantage de leur liberté.

Pour le comité «Nein zum Naturpark»
Marcel Dettling, co-président et
conseiller d'Etat, Oberiberg

Syrie

Les problèmes doivent être réglés à la table des négociations

«Il ne faut pas intervenir militairement de l'extérieur»

Un entretien du magazine «Zaman» avec le professeur Hans Köchler de l'université d'Innsbruck concernant le conflit de la Syrie

Zaman: A propos du conflit de la Syrie.

Professeur Hans Köchler: Je mets en garde contre une intervention étrangère, parce que des problèmes qui proviennent des rapports entre des groupes sociaux et religieux et qui sont dus aux différences et aux tensions de politique intérieure existant depuis des dizaines d'années, ne peuvent pas être résolus militairement. Un conflit de ce genre ne peut être résolu durablement qu'à l'intérieur du pays. L'étranger devrait essayer de jouer un rôle constructif, il pourrait éventuellement assumer le rôle neutre d'un médiateur. A mon avis, cela serait la mission de Kofi Annan, ancien secrétaire général de l'ONU. [...]

L'UE a reconnu le groupe d'opposition comme représentant. Cela revient à une intervention dangereuse dans une situation totalement confuse, n'est-ce pas?

Cela me semble problématique. Précisément, il y a différents groupes qui se querellent maintenant, respectivement qui sont aussi impliqués dans des affrontements militaires. On ne devrait pas s'y mêler de l'étranger. Cela est ma devise. On peut néanmoins rester en contact avec des groupements différents et dialoguer avec eux, mais on devrait être prudent quant à la reconnaissance de ces groupes comme représentants officiels. Il faut surtout prendre en considération: La configuration de la politique mondiale contient un conflit, au

sujet duquel les puissances primordiales au sein des Nations Unies n'ont pas une estimation unanime. [...]

L'Iran et le Liban sont déjà à la table des négociations et veulent aider à trouver une solution. Il est vrai que lors d'une intervention militaire, il y aurait davantage d'effusion de sang.

Justement. Il faut également tenir compte du fait que le conflit de la Syrie pourrait devenir vite un conflit régional. Il peut sans doute déborder les frontières, et là il faut faire très attention que l'on ne joue pas avec le feu, bien que la situation soit grave. Si l'on intervient de l'étranger – s'il n'est pas possible de le faire de manière impartiale – on rendra la situation encore plus difficile. La question est de savoir comment l'on pourrait intervenir de l'étranger d'une manière impartiale et stabilisatrice. Une action impartiale pourrait par exemple être humanitaire, comme le fait le Comité international de la Croix rouge – ce sont là des procédures toutes claires, et là, il s'agit de l'aide humanitaire. Mais si la situation se présente de telle sorte que l'on soutient l'opposition contre le gouvernement ou l'inverse, on monte le problème en épingle. La Syrie n'est pas un petit Etat quelconque, qu'on peut traiter grossièrement comme ça et dont le destin est décidé autour d'une table ronde à Paris, à Londres ou ailleurs. [...]

Selon vos propos, on ne peut pas attendre des solutions à court terme en Syrie.

[...] Ce qui me préoccupe aussi, ce sont les relations entre le monde islamique et l'Europe: Comment sera la situation des chrétiens? Beaucoup ont très peur de ne plus avoir d'avenir en Syrie – après ce qui s'est passé en Iraq. Cela aura des répercussions graves sur les relations avec l'Ouest. Ce problème est tellement complexe qu'il faut vraiment être très prudent. [...]

Vous visitez souvent des pays islamiques comme par exemple le Qatar. Dans la Ligue arabe également, il n'y a pas d'unanimité en ce qui concerne la Syrie. La région est aujourd'hui de nouveau très complexe. La situation en Egypte aussi.

[...] Comme cela se présente en ce moment, le problème dans le monde arabe et au Moyen Orient est bel et bien que, lors de la colonisation, toute la région a été soumise de l'extérieur à un réaménagement. Les Etats qui existent maintenant sont à bien des points de vue le résultat de l'intervention des grandes puissances de jadis – des puissances coloniales, surtout la Grande-Bretagne et la France. Presque pendant un siècle entier, tous ces peuples ont été dominés de l'extérieur. Ils étaient exposés à cette politique «divide et impera» (diviser pour régner).

Cela est bien la situation depuis la fin de l'Empire ottoman. La dernière situation plus ou moins équilibrée, pendant laquelle les peuples pouvaient encore s'exprimer, était probablement l'époque où l'Empire ottoman existait encore. Mais il s'est achevé brusquement. Les nouvelles structures politiques impliquaient de s'orienter vers les centres de pouvoirs spécifiques, par exemple Paris ou Londres. Les nouvelles structures politiques ne permettent apparemment pas aux hommes, ou plutôt pas encore aux hommes de la Ligue arabe, l'apparition unie et coordonnée ni la réalisation des intérêts communs.

Quelle est la probabilité que les USA ou Israël agissent l'Iran?

[...] Maintenant, c'est évidemment une période dangereuse avant les élections aux Etats-Unis. Jusque-là, surtout un acteur, c'est-à-dire Israël, a une marge de manœuvre spéciale. Après les élections, cette marge de manœuvre se réduira de nouveau, surtout si l'actuel président est réélu. Une agression contre l'Iran serait, selon moi non seulement, une atteinte au droit international, mais on verserait encore plus d'huile sur le feu régional. Elle déstabiliserait tout dans un vaste espace.

Source: Zaman du 20/3/12, journaliste: Seyit Arslan (Traduction Horizons et débats)

Charte de l'ONU ou un monde à la Rambo ...

Lavrov: Le futur rapport de forces dépendra de l'issue de la crise syrienne

D'après le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, le futur rapport de forces dans le monde et l'ordre mondial dépendront de l'issue de la crise qui perdure en Syrie.

Le mode de solution de la crise syrienne serait décisif pour l'avenir du monde: ou l'on s'appuiera sur la Charte de l'ONU, ou ce sera le droit du plus fort qui régnera, c'est ce que Lavrov a dit samedi passé à Moscou.

Il a souligné que le Conseil de sécurité de l'ONU ne permettra pas d'intervention militaire en Syrie. «Et cela non pas parce que nous défendons Assad ou son régime, mais parce que nous savons combien la composition interconfessionnelle de la société syrienne est compliquée. Quelques-uns de ceux qui exigent une intervention militaire veulent détruire cette composition interconfessionnelle et changer la Syrie en un champ de bataille pour la suprématie dans le monde islamique», a dit Lavrov. Ce serait une tendance très dangereuse. La Russie fera tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher un tel développement. «Nous ne défendons pas le régime, mais les chances pour une stabilité dans cette région et dans le monde islamique. Nous défendons le droit international», a souligné Lavrov. En Syrie, il y a plus de 14 mois, des protestations violentes ont éclaté contre Bachar al-Assad. D'après les indications de l'ONU, environ 12 000 personnes ont été tuées dans des affrontements entre l'armée et l'opposition armée. L'opposition syrienne, mais aussi des Etats occidentaux, demandent la démission d'Assad. En 2011 et en 2012, au Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie et la Chine ont bloqué par leur veto deux pro-

jets de résolutions présentés par des Etats occidentaux concernant la Syrie. Moscou a justifié le refus avec le souhait d'empêcher une intervention militaire en Syrie d'après le «scénario libyen», parce que les résolutions n'excluaient pas des interventions militaires internationales contre le régime d'Assad. L'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a conçu, sur l'ordre des Nations Unies et de la Ligue arabe, un plan de paix pour la Syrie qui prévoit la fin des violences, le départ des villes des troupes du gouvernement, un dialogue entre le gouvernement et l'opposition ainsi que l'accès libre pour les biens de secours. Le 12 avril, les parties du conflit ont déclaré un armistice. Le Conseil de sécurité de l'ONU a donné le feu vert à une délégation de 300 observateurs en Syrie. Malgré cela, il y a toujours des combats et des violences sanglantes. D'après les indications des autorités syriennes, les rebelles ont enfreint l'armistice plus de 5000 fois. L'opposition quant à elle, rend l'armée du gouvernement responsable de la violence qui perdure.

Source: Ria Novosti du 9/6/12, <http://de.rian.ru/politics/20120609/263761923.html> (Traduction Horizons et débats)

L'«opposition» à Moscou est-elle achetée par des dollars, des euros et des roubles?

Des enquêteurs élucident la source de l'argent

Après avoir effectué des perquisitions chez plusieurs partisans de l'opposition à Moscou, la commission d'enquête a mandaté le fisc d'élucider la source de l'argent saisi d'un montant de plus d'un million d'euros.

C'est ce que le porte-parole de la commission d'enquête, Vladimir Markin, a déclaré le 12 juin à Moscou. La veille, les appartements des activistes Sergej Udaltsov, Anastassija Udaltsova, Alexej Nawalny, Ilja Jashin et Xenia Sobtschak avaient été perquisitionnés. Lors de cette opération, une grande somme d'argent en monnaie étrangère et nationale a été saisie chez Jashin et Sobtschak, rien que chez Sobtschak environ un million d'euros, 480 000 dollars et 480 000 roubles. «La commission d'enquête veut savoir, si des impôts ont été payés sur cet argent et dans quel but les billets de banque répartis dans plus de

100 enveloppes auraient dû être employés», a déclaré le porte-parole.

Le 12 juin la commission d'enquête a convoqué, les personnes concernées en tant que témoins à l'audition. Udaltsov a refusé en expliquant qu'il était responsable de la sécurité lors de la marche des millions et qu'il devait absolument participer à cette manifestation. Selon Markin, Udaltsov sera interrogé à une autre date.

Lors de la perquisition, on a également saisi une grande quantité de matériel de propagande et de la littérature contenant des mots d'ordre antinationaux ainsi que diverses banques de données électroniques, a déclaré Markin.

Source: Ria Novosti du 12/6/12, <http://de.rian.ru/politics/20120612/263771528.html> (Traduction Horizons et débats)

«La Russie continue à soutenir ...» suite de la page 1

Il n'est plus temps de se lamenter sur l'extension des combats au Liban, ni de pérorer sur une possible régionalisation du conflit. Depuis 16 mois qu'ils déstabilisent la Syrie, l'OTAN et le CCG ont créé une situation sans issue qui peut désormais dégénérer en guerre mondiale.

Source: www.voltairenet.org, 9/6/12

¹ Agenda du président Poutine: 7 mai: investiture du président Vladimir Poutine; 8 mai: nomination de Dmitri Medvedev comme Premier ministre; 9 mai: célébration de la victoire contre l'Allemagne nazie; 10 mai: visite du complexe militaire industriel russe; 11 mai: réception du président abkhaze; 12 mai: réception du président sud-ossète; 4-15 mai: rencontre informelle avec les chefs d'Etats de l'OTSC; 18 mai: visite de l'institut de recherche de défense Cyclone; 25 mai: revue des sous-marins atomiques; 30 mai: réunion avec les principaux responsables de la Défense; 31 mai: réunion du Conseil de sécurité russe; 4-7 juin: visite en Chine, sommet de l'OCS; 7 juin: visite au Kazakhstan durant le tir de missile Topol

² «La Syrie, centre de la guerre du gaz au Proche-Orient», par Imad Fawzi Shueibi, Réseau Voltaire, 8 mai 2012.

³ «Moscou et la formation du Nouveau Système Mondial», par Imad Fawzi Shueibi, Traduction Marie-Ange Patrizio, Réseau Voltaire, 13 mars 2012.

⁴ «L'affaire de Houla illustre le retard du renseignement occidental en Syrie», par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 juin 2012.

⁵ «Comment of Official Representative of the Ministry of Foreign Affairs of Russia A.K. Lukashovich on the Question of Interfax related to the statement made by Representative of so-called Free Syrian Army S.Al-Kurdi», Ministère russe des Affaires étrangères, 5 juin 2012.

⁶ «Syrie: Vladimir Poutine propose une Force de paix de l'OTSC», Réseau Voltaire, 3 juin 2012.

⁷ «Friends of the Syrian People Sanctions Working Group», déclaration à la presse d'Hillary Clinton, Département d'Etat, 6 juin 2012.

⁸ «La Libye, les bandits-révolutionnaires et l'ONU», par Alexander Mezyaev, Traduction Julia, Strategic Culture Foundation (Russia), Réseau Voltaire, 17 avril 2012.

⁹ «7 juin 2012: la Russie manifeste sa supériorité balistique nucléaire intercontinentale», Réseau Voltaire, 8 juin 2012.

Eglise occupée par des miliciens: les chrétiens demandent le respect des lieux sacrés

L'église gréco-catholique de Saint Elie sise à Qusayr, petite ville dans les environs d'Homs, a été occupée par un groupe de miliciens de l'opposition syrienne qui y a installé sa base. Selon ce qui a été indiqué à Fides par des témoins oculaires, le 13 juin au matin, les hommes, probablement islamiques radicaux, avaient fait irruption dans l'église, en forçant la porte, sonnait les cloches et accomplissant une action démonstrative de mépris qui avait soulevé la préoccupation des responsables chrétiens locaux (voir Fides du 13/6/12). Le groupe, au lieu de quitter l'édifice, avait par la suite bivouaqué à l'intérieur et y séjourne maintenant de manière permanente, y effectuant l'ensemble de ses activités. L'Eglise locale condamne cet épisode, le qualifiant de «comportement inacceptable et irrespectueux envers la sacralité du lieu» ainsi que l'ont déclaré à Fides des représentants de la hié-

rarchie du Diocèse d'Homs, qui lancent un appel afin que le conflit en cours «ne dégénère pas au point de conduire à la désacralisation de temples et de lieux sacrés de toutes les communautés». Des sources de Fides confirment que – ainsi que l'affirment différents observateurs depuis des semaines – dans la ville de Qusayr, sise au sud d'Homs, sont présents des groupes de radicaux islamiques salafistes qui «entendent combattre une guerre de religion». En revanche, les très rares chrétiens encore présents à Qusayr quittent actuellement la ville, alors même que la majorité d'entre eux était constituée de personnes âgées n'ayant précédemment pas voulu abandonner leurs maisons. Au moins 1000 fidèles ont fui ces derniers jours après l'ultimatum lancé par une faction armée (voir Fides 9 et 12/6/12) qui intimait aux chrétiens d'abandonner la ville.

Source: Agence Fides 15/6/12

Extermination

Le massacre de Houla marque un tournant dans le conflit syrien

par Rainer Hermann

Le massacre de Houla marque un tournant dans le conflit syrien. L'opinion publique en Occident accuse l'armée syrienne, en s'appuyant sur les observateurs de l'ONU. Cette version est toutefois contestée sur la base des déclarations de témoins. Selon eux, les civils furent tués par des insurgés sunnites.

Le massacre de Houla a marqué un tournant dans le drame syrien. Le monde entier fut saisi d'indignation lorsque le 25 mai 108 personnes furent tuées, dont 49 enfants. On entendit des appels à une intervention militaire pour faire cesser ces bains de sang. Néanmoins la violence continue à s'étendre en Syrie. Se basant sur les chaînes de télévision arabes et la visite des observateurs de l'ONU le lendemain, l'opinion publique en Occident a unanimement accusé l'armée syrienne régulière et les milices Shabiha, proches du régime, d'avoir perpétré ce massacre.

Toutefois, le quotidien «Frankfurter Allgemeine Zeitung» a, la semaine dernière, remis en question cette version, en s'appuyant sur les déclarations de témoins oculaires. Il a déclaré que les victimes étaient des alaouites et des chiites. Elles ont été tuées de façon ciblée à Taldou, une ville dans la plaine de Houla, par des Sunnites armés, alors qu'autour de ce lieu des batailles étaient engagées aux points de contrôle entre l'armée régulière et des unités de l'«Armée syrienne libre». Cette version des faits a été mentionnée par de nombreux médias à travers le monde, dont un grand nombre l'ont rejetée. De ce fait, quatre questions se posent: pourquoi l'opinion dans le monde suit-elle une autre version? Pourquoi le contexte de cette guerre civile rend-il cette version contestée plausible? En quel honneur les témoins oculaires sont-ils crédibles? Quels sont les faits nouveaux qui servent de base à cette version?

Premièrement, pourquoi l'opinion mondiale suit-elle une autre version? Il est incontestable que pendant les premiers mois du conflit, lorsque l'opposition ne disposait pas encore d'armements et se trouvait ainsi démunie, les crimes commis pouvaient tous être attribués au régime. Il semble donc logique de penser que cet état de chose s'est perpétué. De plus, les médias officiels syriens ne jouissent guère de crédibilité. Depuis le début du conflit ils répètent à satiété les mêmes rengaines, tels que des «bandes terroristes armées». Ainsi, on ne les croit plus, même quand c'est vrai. En revanche, les chaînes al-Jazira et al-Arabija, qui appartiennent au Qatar et à l'Arabie saoudite – deux Etats engagés activement dans ce conflit –, sont devenus les médias de référence. Dans ce contexte, il est bon de rappeler le proverbe allemand «dans la guerre, la vérité meurt en premier».

Deuxièmement, pourquoi le contexte de cette guerre civile rend-il la version contestée plausible? Au cours des derniers mois

beaucoup d'armes ont été amenées clandestinement en Syrie et les insurgés disposent depuis longtemps d'armes semi lourdes. Chaque jour, une centaine de personnes sont tuées dans ce pays, le nombre des morts des deux côtés étant dans ce cas en équilibre. Les milices, combattant sous l'étendard de l'«Armée syrienne libre», contrôlent largement les provinces de Homs et Idlib et étendent leur pouvoir sur de larges parts du pays. La disparition accélérée de l'Etat de droit provoque des enlèvements criminels et facilite les règlements de comptes. En consultant Facebook ou en s'entretenant avec des Syriens, on sait à quoi s'en tenir à propos de «nettoyages confessionnels» – c'est-à-dire de personnes tuées parce qu'elles sont alaouites ou sunnites.

La plaine de Houla, habitée essentiellement de sunnites et qui se trouve entre la ville sunnite de Homs et les montagnes des alaouites a une longue histoire de tensions confessionnelles. Le massacre a eu lieu à Taldou, l'une des plus grandes localités de Houla. On connaît les noms des 84 personnes civiles tuées. Il s'agit des pères et mères et de 49 enfants de la famille al Sajjid et de deux branches de la famille Abdarrazzaq. Selon des habitants de la ville, les personnes tuées étaient des alaouites et des musulmans convertis de la croyance sunnite à la croyance chiite. Habitant à quelques kilomètres de la frontière avec le Liban, ils passent alors pour des sympathisants du Hezbollah, haï par les sunnites. A cela il faut ajouter que parmi les victimes se trouvaient des parents du député Abdalmuti Mashlab, partisan du régime syrien.

Les appartements des trois familles se trouvent dans différentes parties de Taldou. Les membres de ces familles ont été visés consciemment et tous tués, à une exception près. Pas un voisin n'a été blessé. Il fallait connaître les lieux pour accomplir ces «exécutions» bien organisées. Selon l'agence de presse AP, le seul rescapé de la famille al Sajjid, un garçon de onze ans, décrivit les assassins ainsi: «Ils avaient une coupe de cheveux rase et portaient de longues barbes.» C'est très exactement la description des djihadistes fanatiques, et non pas des miliciens de la Shabiha. Le garçon a expliqué sa survie par le fait qu'il avait fait le mort et s'était auparavant taché avec le sang de sa mère.

Des rebelles sunnites veulent «liquider» toutes les minorités

Le 1^{er} avril déjà, la religieuse Agnès-Maryam, du couvent Jacob («Deir Mar Yakub»), qui se trouve à Qara au sud de Homs, a publié une longue lettre pour dénoncer le climat de violence et de peur qui régnait dans la région. Elle en a conclu que les rebelles sunnites s'efforçaient de liquider petit à petit toutes les minorités. Elle décrit les expulsions des chrétiens et des alaouites hors de leurs mai-

sons, occupées par les rebelles, et les viols de jeunes filles qui leur étaient offertes comme des «trophées de guerre». Dans la rue Wadi Sajjeh, elle fut témoin de l'assassinat par les rebelles, au moyen d'une voiture piégée, d'un commerçant qui avait refusé de fermer son magasin et de l'affirmation devant les caméras d'al-Jazira que c'était l'œuvre du régime syrien. Elle raconta aussi comment les rebelles sunnites avaient, dans l'arrondissement de Khalidijah à Holms, enfermé des otages alaouites et chrétiens dans une maison qu'ils ont ensuite fait sauter, prétendant par la suite que c'était un massacre perpétré par le régime.

Pourquoi doit-on, dans ce contexte, accorder sa confiance aux témoins oculaires syriens? Parce qu'il n'appartient à aucune partie du conflit, mais se trouvent pris entre deux feux et n'ont que le souhait de faire cesser cette escalade de violence. Plusieurs personnes de ces milieux ont déjà perdu la vie, c'est pourquoi personne ne veut dévoiler son identité. On ne peut être certain de l'exactitude dans le détail des faits rapportés, étant dans l'impossibilité d'engager une vérification sur place. Même si le massacre de Houla s'est réellement déroulé comme décrit, il n'est pas possible d'en tirer des conclusions pour d'autres atrocités. C'est comme lors de la guerre du Kosovo, il faut enquêter sur chaque atrocité individuellement.

Quels sont les faits qui appuient cette version? La «Frankfurter Allgemeine Zeitung» n'a pas été le premier média à diffuser la nouvelle version du massacre de Houla. D'autres articles n'avaient simplement pas pu s'imposer face aux médias dominants. Le journaliste russe, *Marat Musin*, qui travaille pour la petite agence d'information *Anna*, s'était trouvé à Houla les 25 et 26 mai et avait été en partie témoin des événements. Il a publié les dires d'autres témoins. Par ailleurs, *Martin Janssen*, l'arabisant néerlandais vivant à Damas et journaliste indépendant avait pris contact, après le massacre, avec le couvent de Jacob à Qara, qui avait accueilli de nombreuses victimes du conflit et dont les religieuses sont pleines de dévouement.

Les rebelles ont offert leur version du massacre aux observateurs de l'ONU

Les religieuses lui ont raconté que ce 25 mai plus de 700 rebelles armés étaient venus de Rastan, avaient bousculé un point de contrôle de l'armée, avaient entassé les corps des soldats et civils tués devant la mosquée et avaient, le lendemain, communiqué devant les caméras des chaînes de télévision qui étaient en leur faveur, aux observateurs de l'ONU leur version du prétendu massacre de l'armée syrienne. Le 26 mai, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a fait savoir au Conseil de sécurité qu'on ne savait pas avec exactitude ce qui s'était passé. Toutefois, l'ONU pouvait assurer «qu'il y avait

eu des tirs d'artillerie et de grenades. Il y avait aussi eu d'autres formes de violences, dont des coups de feu à courte distance et de sérieuses maltraitements.»

On peut reconstruire les faits suivants: Le 25 mai, après la prière du vendredi, 700 insurgés armés venus de Rastan, Kafr Laha et Akraha, sous la direction de Abdurrazzaq Tlass et Yahya Yusuf ont attaqué trois postes de contrôles routiers de l'armée près de Taldou. La bataille fut rude entre les rebelles, en plus grand nombre, et les soldats (la plupart également des sunnites) qui perdirent une bonne vingtaine des leurs, surtout des appelés. Pendant et après cette bataille, les rebelles, aidés par des habitants de Taldou, ont éliminé les familles al Sajjid et Abdarrazzaq. Celles-ci avaient refusé de rejoindre l'opposition.

Source: *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 14/6/12, © Tous droits réservés Frankfurter Allgemeine Zeitung GmbH, Frankfurt. Mis à disposition par le Frankfurter Allgemeine Archiv.

Évacués syriens accueillis par les Jésuites au couvent de Saint Vartan d'Alep

Alep (Agence Fides) – Des familles d'évacués syriens ayant fui le conflit qui caractérise l'ouest du pays ont trouvé refuge et hospitalité au Couvent de Saint Vartan, géré par les Jésuites dans le quartier de Midan, au cœur d'Alep. Le couvent, dédié à ce saint arménien, abritait, voici un siècle une école arménienne avant d'accueillir les réfugiés arméniens. En novembre 2008, les jésuites, par l'intermédiaire du Jesuit Refugee Service y ont ouvert, après avoir restauré la structure, un Centre d'accueil proposant un soutien scolaire aux jeunes et d'autres activités sociales. Ont bénéficié du centre des réfugiés irakiens et des enfants de familles syriennes pauvres. Le Centre a ensuite continué à accueillir, jusqu'en 2010, de nouvelles familles provenant d'Irak, familles qui se sont progressivement intégrées au tissu social de la ville, s'établissant en Syrie. Aujourd'hui, le centre ouvre ses portes aux évacués et aux nécessiteux sans aucune discrimination de religion, de groupe ethnique, de provenance. Vu la poursuite de la violence en Syrie, un certain nombre d'évacués sont arrivés au centre, y trouvant un oasis d'accueil et de solidarité. Le drame des réfugiés syriens se poursuit: selon le dernier rapport de l'UNICEF, les réfugiés syriens présents en Jordanie, au Liban, en Irak et en Turquie sont plus de 54 000, sachant que 50% d'entre eux sont des enfants qui ont quitté les écoles, souffrent de pauvreté et de traumatismes liés à la fuite.

Source: Agence Fides 30/5/12

Est-ce que les rebelles ont quand même été les auteurs de Houla?

par Michael Wrase

Des témoins locaux accusent les rebelles syriens d'avoir commis le massacre de Houla. Cependant, c'est seulement une enquête indépendante qui pourrait apporter des précisions sur les atrocités commises.

Lors du massacre de Houla, du 25 mai, au moins 108 civils ont été tués, dont beaucoup de femmes et d'enfants. Les auteurs du crime étaient, selon l'opposition, les milices Shabiha du président Assad qui «passaient de porte en porte pour massacrer». Cette description a été contredite entre temps par plusieurs témoins oculaires, qui – indépendamment les uns des autres – ont été interrogés par des journalistes des médias étrangers.

Une démarche «bien précise»

Ils ont déclaré à l'unanimité qu'il s'est agi «presque exclusivement de familles de la minorité alaouite et chiite» de Houla, dont les habitants sont à plus de 90% des Sunnites. «C'est ainsi, qu'ils ont abattu plusieurs

dizaines de membres d'une famille qui se sont convertis ces dernières années de l'Islam sunnite à l'Islam chiite», a rapporté le correspondant du Proche-Orient de la «Frankfurter Allgemeinen Zeitung» (FAZ), *Rainer Hermann*, de Damas le week-end dernier. Le journaliste qui travaille depuis 20 ans au Proche-Orient, se réfère aux opposants de la région de Homs refusant de faire recours à la force. D'après leurs déclarations, «les assassins auraient filmé leurs victimes, les ont fait passer pour des victimes sunnites et auraient diffusé les vidéos sur Internet.»

Les journalistes de la télévision russe, *Marat Musin* et *Olga Kulygina*, ont confirmé la description dans la FAZ. Selon leurs recherches, les bandes d'assassins n'ont absolument pas passé de porte en porte à Houla, mais ont procédé dans «un but précis». On a tué deux «famille aisées qui ont été considérées comme traîtres parce qu'elles n'ont jamais soutenu les rebelles avec des dons».

«Les hommes à la tête rasée»

La liste des noms des morts, diffusée par l'opposition, prouve qu'il s'agit en particulier des victimes de la grande famille *Al-Sayed* et *Abdul Rasak*. Un des fils des *Sayed*, *Ali Al-Sayed*, âgé de onze ans, a survécu au massacre parce qu'il a fait le mort. Dans un rapport publié par l'agence de presse AP, Ali décrit les agresseurs comme «des hommes à la tête rasée et portant des longues barbes» – une description qui correspond davantage à des rebelles radicaux islamiques qu'à des milices Shabiha d'Assad.

Pourquoi donc ces derniers devraient-ils tuer leur propre peuple, les Alaouites et les Chiites, se demande également le «Guardian», dont les recherches signalent que les quelques survivants du massacre parlaient avec un «accent alaouite».

Dans la foulée, la direction du monastère de Qara situé au sud de Houla, interviewée par le journaliste néerlandais *Martin Jansen*, a des doutes concernant la culpabilité de la milice Shabiha. Le monastère a déclaré

dans un communiqué que ceux qui ont été assassinés étaient victimes d'«une chaîne de violence et de torture sans fin», dont les victimes sont avant tout ceux qui avaient refusé de soutenir les rebelles. L'agence de presse *Fides*, proche du Vatican, a fait remarquer dans un communiqué publié le 30 mai qu'il y a également eu «des centaines de chrétiens» parmi les victimes de l'escalade de la violence dans la région de Homs. Ils auraient quitté, après le massacre de Houla, la région contrôlée en partie par les rebelles, parce qu'ils avaient peur d'«être persécutés comme protégés du régime d'Assad».

Des traces déjà effacées?

Ce n'est qu'une enquête indépendante qui pourrait déterminer les vrais coupables du massacre de Houla. Mais il est probablement déjà trop tard. Parce que la plupart des pistes des atrocités récentes en Syrie seront systématiquement effacées.

Source: *St. Galler Tagblatt* du 12/6/12

(Traduction *Horizons et débats*)

Initiative populaire fédérale «Pour une économie utile à tous»

par Reinhard et Daniel Koradi

L'initiative populaire fédérale «Pour une économie utile à tous» touche tous les domaines importants de la politique économique. Elle ne sert pas des intérêts particuliers, mais s'engage pour une économie nationale qui est utile au peuple et donc à la Suisse toute entière. Les auteurs de cette initiative veulent susciter une discussion de fond parmi les citoyens concernant la politique économique future de notre pays.

La «liberté» économique redéfinie nuit à la collectivité

Ces dernières années, une forme pervertie d'économie du marché libérale s'est largement imposée, ce qui a limité le rôle de l'Etat. Celui-ci a perdu la capacité de prendre des décisions d'économie politique en fonction de la situation. De nos jours, en raison de l'individualisme croissant de la société, les intérêts personnels prennent le pas sur l'intérêt général. L'économie s'est détachée de la responsabilité envers la collectivité. La liberté économique absolue a entraîné des dommages économiques et en matière de politique sociale qui doivent et qui peuvent aussi être corrigés maintenant. Cette initiative remplace le primat de l'économie de capital par le respect de l'environnement et des ressources naturelles, et elle veut protéger, voire promouvoir, les structures économiques et sociales locales.

Ces dernières décennies, s'est propagé une conception de politique économique dégradant l'Etat national, en en faisant un receveur d'ordres des puissantes organisations économiques et du monde de la finance. En matière de questions économiques, cela a également mis sous tutelle les citoyens du pays.

L'initiative crée des conditions pour réfléchir à cette évolution et pour entamer d'une façon digne les corrections nécessaires.

Oui à la concurrence de qualité et d'innovations

La politique de concurrence règle l'entrée sur le marché (dispositions d'agrément pour certaines professions ou même produits) et d'éventuelles sanctions pour violations de la libre concurrence. La politique de la concurrence suisse garantit par principe la liberté du commerce et de l'industrie, et celle-ci ne sera pas non plus remise en question par l'initiative. Mais les initiateurs veulent favoriser la concurrence loyale et ils veulent avant tout lutter contre les abus de pouvoir des entreprises occupant une position dominante sur le marché. «L'encouragement de la concurrence» poursuivi ces dernières années par le dérèglement et la libéralisation doit céder le pas à une politique du fair-play et de l'engagement à armes égales. La lutte unilatérale des prix aux dépens de la qualité ou par des avantages quantitatifs et des pressions sur les prix auprès des producteurs, doit être relativisée par la concurrence entre le prix et la prestation. Oui à la concurrence de qualité et d'innovations – Non à la vente de produits en-dessous du coût

de production réel. Une stratégie de plus-value en lieu et place de la stratégie des bas prix s'impose également à l'égard de l'environnement et des ressources limitées. Il faut à nouveau prolonger, par la qualité correspondante et les services fournis (capacité de réparation des produits), la durée de vie des produits qui se raccourcit de plus en plus. Cela induit d'ailleurs une influence positive sur la situation du marché de l'emploi (travaux de réparation).

L'initiative demande que l'Etat intervienne sur le marché lorsqu'un partenaire de celui-ci: – poursuit une politique de concurrence déloyale, – vend des produits en-dessous du coût de production ou de revient (dumping), – offre des produits de moindre qualité pour se procurer ainsi un avantage au niveau du prix, – prend le risque, par des pressions injustifiées sur les prix, de provoquer des conséquences nuisibles sur l'économie (élimination de concurrents – perte d'emplois) et la société (dumping salarial).

Cette exigence vise à s'assurer que «l'économie» se comprenne comme faisant partie de la société et qu'elle se réintègre à nouveau dans un tout en matière de politique sociale.

Une autre exigence de la politique de la concurrence comprend la protection de la production indigène. Il faut cette protection afin que le capital ne remplace pas la prestation personnelle de l'entrepreneur, par exemple par des reprises, des fusions, etc. La croissance saine d'une entreprise devrait provenir de l'entreprise elle-même. Par ailleurs, des opérations spéculatives hasardeuses ont ruiné des entreprises solides et sont partiellement responsables du fait que la Suisse a perdu un grand nombre d'entreprises performantes au passé prestigieux (*Saurer, Oerlikon Bühler, Rieter, Sulzer, Swissair* etc.). L'économie financière a épuisé l'économie de production et elle a en fin de compte aussi mené à la crise financière et économique mondiale. Grâce à notre structure de branche et d'entreprises, nous avons en Suisse une économie nationale diversifiée, localement et régionalement reliée, ce qui constitue par ailleurs une raison du chômage relativement bas. Pourquoi ne devrions-nous pas protéger cette structure?

La réglementation du marché ou des entraves techniques au commerce sont des mesures de politique économique légitimes et font la preuve de la volonté d'assumer ses responsabilités envers la population et de protéger sa propre souveraineté.

L'initiative renforce la politique conjoncturelle

L'économie nationale connaît quelques lois basiques qui ont sciemment été mises de côté par la libéralisation et la mondialisation. Une économie globale ne respecte pas les frontières nationales et ne s'occupe pas non plus de politique conjoncturelle nationale. L'économie nationale s'en trouve négligée – avec des conséquences négatives en matière de politique sociale. L'évolution économique suit les flux de capitaux. Les possibilités d'influence de l'Etat national étant inexistantes, une politique conjoncturelle orientée vers l'intérieur ne peut plus du tout être réalisée. Les buts de politique conjoncturelle étayés par l'expérience, correspondants aux besoins nationaux tels que l'équilibre entre la production et la consommation, la stabilité des prix, le plein emploi et une balance commerciale largement équilibrée se perdent dans la concurrence transnationale et propulsent les économies nationales dans un tas de risques (crise économique mondiale). Dans les temps favorables, la fortune populaire devrait cependant être augmentée et dans les mauvaises années, diminuée. Si les possibilités de diriger, basées sur l'Etat national, sont abandonnées par contrat à des centrales transnationales ou par adhésion à des organisations internationales telles que le FMI, l'OMC ou l'UE, l'Etat perd sa souveraineté économique et par conséquent toute possibilité de diriger l'économie nationale. L'initiative populaire proposée défend cette influence nationale et soutient ainsi également la mission conjoncturelle de la Confédération, consignée dans la Constitution fédérale. Mais par conséquent,

AELE – pour une Europe des patries

Plus les difficultés dans le domaine de l'UE grandissent, plus on médite en Europe des alternatives possibles. On parle de nouveau d'une Europe des patries pour la réalisation de laquelle on devrait s'engager. Ainsi, les pays souverains pourraient de nouveau prendre leur responsabilité et régler leurs affaires eux-mêmes, selon Martin Zbinden, chef du ressort de l'accord de libre-échange/AELE au secrétariat d'Etat à l'économie en Suisse. L'AELE existe toujours et se compose actuellement de quatre membres: la Norvège, le Liechtenstein, l'Islande et la Suisse. Si un pays n'est pas membre de l'UE, il peut se présenter de manière autonome devant d'autres organisations comme par exemple l'OMC ou l'AELE, et y présenter directement ses demandes.

Source: *interinfo*, suite 402, juin 2012

elle n'admet aucun compromis en faveur de la liberté de l'économie.

L'approvisionnement du pays

On a utilisé l'argument qu'il n'y avait plus de menace immédiate pour limiter considérablement l'approvisionnement du pays. Cependant, on stocke encore des biens stratégiquement importants pour assurer l'approvisionnement avec des biens et des services vitaux (sources d'énergie, semences, graisses etc.).

L'initiative confirme la mission de la Confédération, mais ici aussi, elle ne veut pas s'engager dans des concessions à la liberté économique et elle biffe donc le règlement d'exception correspondant.

Renforcement de la marge de manœuvre conjoncturelle de la Confédération

La politique conjoncturelle d'un pays doit promouvoir la cohésion de la population et doit assurer un avenir culturel, social et économique avant tout dans les régions périphériques. La Suisse a toujours poursuivi une politique de peuplement décentralisée. On vilipende souvent la politique structurelle comme orientée vers le passé et offrant peu de visions d'avenir. Mais c'est précisément la structure créée dans le passé sur laquelle l'avenir se construit. Détruire des structures signifie compromettre son avenir. La Suisse en particulier dispose d'une structure sociale, étatique et économique qui est pleine d'avenir. La diversité de branches et de dimensions des entreprises garantit une économie élevée et stable et par conséquent un niveau de l'emploi élevé. Le maintien des structures signifie pour notre pays de conserver des chances pour l'avenir. C'est pourquoi nous devrions nous placer sans crainte devant nos structures en les protégeant. Les auteurs de cette initiative ont reconnu l'importance du maintien des structures pour l'avenir. Ils soutiennent la Confédération dans ses tâches y afférentes et veulent même étendre encore sa liberté de manœuvre.

Politique agricole durable

La Constitution fédérale prescrit à la Confédération de mettre en œuvre une politique agricole qui encourage une production répon-

dant à la fois aux exigences du développement durable et à celles du marché et contribuant substantiellement à la sécurité de l'approvisionnement de la population, à la conservation des ressources naturelles et à l'entretien du paysage rural, ainsi qu'à l'occupation décentralisée du territoire.

Cette mission est entièrement soutenue par l'initiative. Les mesures prises par la Confédération doivent correspondre aux missions multifonctionnelles de l'agriculture. Multifonctionnel signifie que l'agriculteur, à côté des pures tâches de production, doit créer et entretenir des paysages aménagés, soigner la diversité des espaces de vie naturels, maintenir une vie sociale dans l'espace campagnard et créer des espaces de détente pour les habitants des zones à forte concentration urbaine.

La Confédération encourage, au moyen de paiements directs, les formes d'exploitation particulièrement en accord avec la nature et respectueuses de l'environnement et des animaux. De plus, elle est invitée à promouvoir la commercialisation de produits indigènes par des déclarations d'origine et à accorder des aides à l'investissement aux paysans. Il est dans l'intérêt de la population suisse de maintenir et d'encourager une agriculture productive. Notre sécurité de l'approvisionnement et par là notre indépendance sont en lien direct avec l'assurance de l'existence de nos agriculteurs, et ceci dans les structures d'exploitation existant actuellement. L'initiative ne contredit en rien la tâche constitutionnelle de l'agriculture. Mais elle propose, par des exigences relevant de la politique concurrentielle, des mesures dirigistes pratiques pour rendre possible par la Confédération, l'accomplissement de sa tâche constitutionnelle.

Bilan

L'initiative «Pour une économie utile à tous» est une réponse claire aux conséquences négatives d'une stratégie unilatérale de croissance et de mondialisation. Avec leurs trois axes du développement responsable «Protéger – Développer – Transmettre», les auteurs nous incitent à réfléchir et à agir.

Des critiques peuvent nous reprocher d'encourager le protectionnisme et de négliger l'économie d'exportation. Tant que des intérêts étatiques vitaux sont concernés – et l'initiative traite d'intérêts vitaux – les citoyens ont le droit, voire le devoir, de prendre des mesures de protection. Il ne s'agit pas de faire valoir l'économie indigène au détriment de l'économie d'exportation. Les deux ont leur importance d'un point de vue économique, mais du point de vue de la politique conjoncturelle, l'économie nationale constitue un facteur de stabilité et elle peut être influencée par la Suisse elle-même, alors que l'économie d'exportation est influencée par les développements de marchés étrangers et soumise à de fortes fluctuations.

C'est à nous de décider si nous sommes prêts à reconnaître la réalité économique et de poser des jalons pour une réforme économique qui serve les hommes et non le capital.

Initiative populaire fédérale
«Pour une économie utile à tous».
La Ville/Willy Cretegny,
Case postale 171, 1242 Satigny GE
Informations supplémentaires et
feuilles de signatures: www.laville.ch
www.economie-utile-a-tous.ch
Soutien: CCP 17-534186-2

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellinger

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

© 2012 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Obama reçoit les ordres pour sa prochaine présidence de Rothschild et de Rockefeller

Bilderberger: Du 31 mai au 3 juin, une rencontre du groupe Bilderberger a eu lieu dans les environs de Washington D.C. Le lieu de rencontre a été l'hôtel Westfields Marriott à Chantilly, qu'on avait déjà utilisé à plusieurs reprises. La sécurité des environ 120 participants a été garantie par la présence usuelle des forces de sécurité. En plus, l'hôtel de luxe est entouré d'une forêt, et bien caché.

Cette fois, à part de nombreuses décisions considérables, Obama recevra les ordres pour sa prochaine présidence de Rothschild et de Rockefeller. Le nouveau président des Bilderberger est maintenant Henri de La Croix de Castries, chef de la direction (CEO) du groupe d'assurance français AXA.

Source: *interinfo*, suite 402, juin 2012

«La centrale nucléaire désaffectée de Hamm-Uentrop a-t-elle eu un impact sur l'environnement?»

En 2012, des élèves font des expériences scientifiques

hd. «Jugend forscht» («La science appelle les jeunes»): Dans le cadre du concours régional de Dortmund, la jeune collégienne de 11 ans Samantha Seithe a reçu le deuxième prix en février 2012. Ce prix distingue un travail méritant une attention particulière et devrait influencer l'avenir des prochaines générations dans la région. Avec son mentor, le géologue Achim Hucke, Samantha a découvert des faits que la politique officielle aurait préféré dissimuler.

En 1986 et 1987, une série d'accidents nucléaires ont eu lieu en Allemagne dont les circonstances ne sont toujours pas élucidées à fond. Accident du réacteur à haute température au thorium (THTR) de Hamm-Uentrop le 5 mai 1986, accident du réacteur de la Gesellschaft für Kernenergieverwertung in Schiffbau und Schifffahrt mbH GKSS de Geesthacht le 12 septembre 1986, accident au sein de l'entreprise Nukem (Hanau) en janvier 1987. Ces accidents ont en commun le fait que l'on peut trouver aujourd'hui encore dans les environs des microboulettes qui, selon leur composition, dégagent des rayonnements alpha, bêta ou gamma. Quand elles sont très petites, on les respire avec la poussière sans s'en rendre compte et elles se déposent dans les poumons. Les leucémies et autres cancers indiquent que le rayonnement radioactif libéré provient d'un mélange spécifique de radionucléides. Grâce au travail de Samantha Seithe, on a découvert pour la première fois également dans les alentours de la centrale nucléaire charbon de Hamm-Uentrop des microboulettes comme celles trouvées il y a assez longtemps à Hanau-Wolfgang, Marschacht, Tespe et Geesthacht.

«Horizons et débats» a demandé à Samantha Seithe et à son mentor de répondre ensemble à nos questions.

Horizons et débats: Samantha, après la catastrophe de Fukushima, tu as décidé de te pencher sur le sujet Centrales nucléaires et environnement. M. Hucke t'a aidé dans ton travail. Vous vous doutiez-vous que ce sujet était une des questions nucléaires les plus brûlantes en Allemagne, c'est-à-dire celle des microboulettes découvertes dans les environs des centrales nucléaires?

Samantha Seithe et Achim Hucke: Non, jusqu'à leur découverte, nous ne savions absolument pas comment se présentait le combustible nucléaire et qu'il y avait eu des accidents dans les centrales nucléaires allemandes. Le seul problème nucléaire que nous connaissions par les médias était celui de l'élimination des déchets radioactifs. On pense toujours que chez nous en Allemagne, tout est bien surveillé, que tout va bien.

Avant de choisir ce sujet, étiez-vous, ainsi que vos connaissances, déjà au courant du problème de l'augmentation des cas de cancers aux alentours de la centrale de Hamm-Uentrop?

Oui, nous savions qu'il y avait eu beaucoup de cancers dans la commune de Welver et que beaucoup de jeunes en étaient morts. La population les attribue toujours à la centrale et nous supposons qu'on ne nous dit pas tout ce qui se passe dans les centrales.



Prélèvement d'un échantillon à proximité de la centrale nucléaire. (photo Samantha Seithe)

Samantha, tu as recueilli des données très précieuses sur la durée de vie de 35 000 habitants des communes environnant la centrale. Cette statistique a montré que l'espérance de vie moyenne dans le proche voisinage de la centrale est nettement inférieure. A quoi as-tu pensé lorsque tu as considéré le résultat de ta statistique?

J'ai eu pitié de ces malheureux qui habitaient – et habitent toujours – près de la centrale. Nous avons été effrayés de la clarté des résultats obtenus qui se reflètent sur la maquette.

En mai 1986, quelques jours après Tchernobyl, il y a eu un accident au THTR de Hamm-Uentrop. Cet accident a été évalué de niveau 0 sur l'Echelle internationale des événements nucléaires (INES). Le «Spiegel» a publié un article qui dissimulait l'ampleur de la contamination de l'environnement. 26 ans après, il apparaît que d'étranges microboulettes se sont répandues dans l'environnement, ce qui pourrait expliquer les dommages que nous avons mentionnés. Tu as écrit que ton mentor t'a déconseillé de poursuivre tes recherches en raison des risques. As-tu l'intention de les poursuivre?

Je ne peux ni ne veux poursuivre directement mes recherches sur les boulettes car c'est trop dangereux. Ce sont des résultats effrayants que nous n'avons pas encore publiés. Nous attendons encore le résultat écrit définitif de l'analyse effectuée à l'étranger qu'on nous a promis pour bientôt.

M. Hucke a effectué pendant une année une étude géologique et procédé à une analyse statistique précise des 35 000 durées de vie. En outre, plusieurs scientifiques et physiciens nucléaires se sont joints au groupe de travail de M. Hucke. Ce qui est ressorti de ces travaux est la constatation d'une contamination considérable.

Avez-vous demandé l'avis de spécialistes sur les boulettes?

Oui. Nous les avons montrées à Mme Schmitz-Feuerhake, professeur de physique, et à l'ingénieur Gabriel. Forts de leur longue expérience à Geesthacht et à Hanau, ils ont tous les deux identifié les boulettes et, grâce à des premières mesures, confirmé leur radioactivité. La direction de la centrale et l'autorité de surveillance nucléaire ont prétendu ne pas les connaître.

Samantha, dans la poursuite de tes recherches sur le sujet, peux-tu compter sur le soutien de la direction de ton collège?

Mon école n'a rien eu à voir avec mon projet. M. Hucke me donne des cours privés de sciences depuis 4 ans déjà et est mon mentor pour *Jugend forscht*. Nous travaillons en ce moment sur une découverte faite à proximité du THTR que même les spécialistes n'ont pas pu expliquer.

Merci à vous deux et bonne chance!

[Remarque de la rédaction: Comme certains de nos lecteurs nous l'ont fait savoir, les élèves du 2^e cycle du secondaire (lycées, écoles professionnelles, etc.) posent très souvent, depuis la catastrophe de Fukushima, des questions concernant l'impact des centrales nucléaires sur l'environnement. Comme les réponses doivent être scientifiquement correctes et précises et non pas dictées par l'«affectivité» et les préjugés, il faudrait trouver un moyen de transmettre les questions à des scientifiques. Cela pourrait inciter les élèves à choisir de nouveau les disciplines scientifiques grâce à une forte motivation. Avec ses 11 ans, Samantha est encore très jeune, mais quelle performance! Nous la félicitons du sérieux qu'elle manifeste.]

La centrale nucléaire désaffectée de Hamm-Uentrop a-t-elle eu un impact sur l'environnement?

par Samantha Seithe, 11 ans/7^e classe, et Achim Hucke, son mentor

1. Introduction

En mars 2011, il y a eu une catastrophe à la centrale de Fukushima au Japon. J'ai appris que près de Welver-Scheidungen, où j'habite, se trouve la centrale nucléaire désaffectée de Hamm-Uentrop. Je me suis demandé si cette centrale avait eu un impact sur l'environnement et comment je pourrais le mesurer. J'ai décidé de mesurer la radioactivité de l'air et du sol et d'examiner au microscope des échantillons de sol.

En outre, des connaissances, dans les environs, disent que beaucoup de personnes contractent un cancer et en meurent. Je voulais donc étudier la question et j'ai eu l'idée de relever dans les cimetières les dates de naissance et de décès pour savoir si la distance entre le lieu d'habitation de ces personnes et la centrale avait quelque chose à voir avec leur espérance de vie.

2. Radioactivité

Il y a des atomes qui se désintègrent tout seuls. Ce sont la plupart du temps des particules lourdes comme l'uranium, le plutonium, le curium et l'américium. On appelle cette désintégration radioactivité. Il en résulte un rayonnement. On peut mesurer trois sortes de rayonnements: les rayonnements alpha, bêta et gamma.

Le rayonnement alpha consiste en deux protons et deux neutrons, donc en un noyau atomique d'hélium. Une feuille de papier suffit à le stopper. Le rayonnement bêta est constitué d'électrons qui peuvent même traverser de minces couches de métal. Le rayonnement gamma est un rayonnement très riche en énergie qui ressemble aux rayons X. Il peut même traverser la pierre et d'épaisses couches de métal.

La désintégration radioactive produit de la chaleur que l'on peut utiliser pour chauffer de l'eau et produire de l'électricité dans les centrales nucléaires.

3. Mesures de la radioactivité et examen au microscope d'échantillons de sol

3.1 Le sol

Le sol se compose d'humus, de sable, d'air, d'animaux vivants, de plantes et d'eau. Il comporte plusieurs couches. La couche inférieure contient beaucoup de pierres et la couche supérieure de l'humus.

3.2 Mesures de la radioactivité et prélèvement d'échantillons de sol

Sur une carte de randonnées 1:25 000, j'ai dessiné 3 cercles de 1, 2 et 3 kilomètres de rayon autour de la centrale et sur ces cercles, j'ai marqué des endroits sur tous les points cardinaux (nord, sud, etc.) et inter-cardinaux (nord-est, sud ouest, etc.) et j'y ai prélevé des échantillons de sol. Avec une bêche, j'ai commencé par prélever de la terre que j'ai versée dans un sac en plastique. Ensuite, j'ai pris une photo de l'endroit, relevé sur mon portable les données GPS et mesuré pendant 3 minutes, à un mètre de hauteur, les rayonnements alpha, bêta et gamma à l'aide de mon compteur Geiger (Gamma Scout). Les résultats figurent dans le tableau 1.

3.3 Examen au microscope

J'ai mélangé l'échantillon 3 E (d'environ 2 kg) avec environ 5 litres d'eau et je l'ai passé à travers deux tamis. Ensuite, j'ai réparti cette boue sur un porte-objet et l'ai examinée. Comme je ne voyais pas grand-chose, j'ai transformé mon microscope à lumière transmise en un épimicroscope au moyen de deux lampes de bureau.

Avec un grossissement de 100 fois, j'ai découvert avant tout des grains de sable mais aussi d'étranges boulettes noires. Lorsque je les ai montrées à mon mentor, il a fait une recherche sur Internet concernant les réac-

Tableau 1

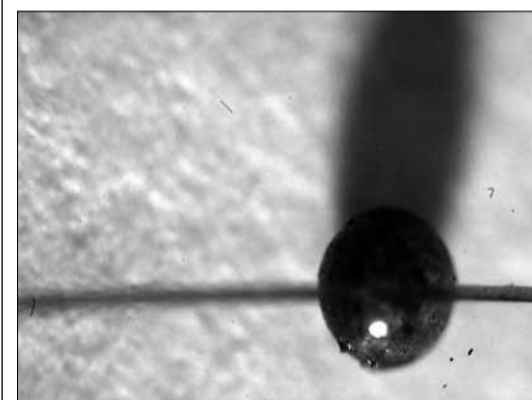
Echantillons de sol	Radioactivité de l'air en microsieverts/h	Radioactivité du sol en microsieverts/h
1 N	0,24	0,22
1 NE	0,27	0,22
1 E	0,22	0,19
1 SE	0,24	0,23
1 S	0,20	0,23
1 SO	0,21	0,22
1 O	0,18	0,20
1 NO	0,20	0,24
2 N	0,18	0,22
2 NE	0,24	0,20
2 E	0,21	0,19
2 SE	0,21	0,22
2 S	0,14	0,22
2 SO	0,16	0,19
2 O	0,22	0,23
2 NO	0,20	0,21
3 N	0,17	0,22
3 NE	0,22	0,20
3 E	0,27	0,23
3 SE	0,22	0,21
3 S	0,20	0,21
3 SO	0,17	0,21
3 O	0,17	0,23
3 NO	0,14	0,18

La radioactivité naturelle moyenne est de 0,24 microsievert/h.

(Source: www.wikipedia.de)

teurs à lit de boulets. Il a appris notamment qu'on a trouvé des boulettes semblables à Geesthacht près de Hambourg.

Comme elles pourraient être très dangereuses, il a décidé que j'interromprais ce volet de mon projet.



Microboulette découverte aux environs du réacteur à lit de boulets de Hamm-Uentrop. Pour permettre de se rendre compte de sa taille, la photo montre également un cheveu. (photo Achim Hucke)

4. Espérance de vie et statistique

On entend par espérance de vie l'âge qu'un individu peut atteindre. Un garçon né en 2010 en Allemagne peut s'attendre à vivre en moyenne 77,5 ans. Une fillette atteindra même probablement l'âge de 82,6 ans (Source: *Office statistique allemand, www.destatis.de*).

Pour obtenir des informations sur l'espérance de vie dans les environs de la centrale de Hamm-Uentrop, j'ai relevé, dans tous les cimetières situés dans un rayon de 15 kilomètres, les dates de naissance et de décès. Je n'ai tenu compte que des décès survenus depuis 1980 car la centrale a été mise en service en 1983. Ensuite, sur mon ordinateur, j'ai calculé la durée de vie et pris la moyenne. Enfin, j'ai classé ces données en fonction de la distance par rapport à la centrale. (tableau 2)

Tableau 2: Espérance de vie à proximité de la centrale nucléaire

Noms des cimetières	Distance en km par rapport à la centrale	Nombres de décès	Age moyen des décès
Uentrop kath.	2,2	217	71,60
Geithe	3,6	74	68,82
Hamm Berge	4,4	662	73,36
Lippborg	5,4	608	71,92
Dinker	5,5	137	69,43
Süddinker	6,0	51	69,15
Welver	6,2	705	71,50
Werries Uentrop	6,2	922	70,79
Hultrop	6,9	167	73,03
Ostwhenemar	7,7	1107	71,14
Ostwhenemar kath.	7,7	188	71,49
Stocklarn	7,8	22	79,13
Westünnen	7,9	606	75,15
Hamm Mark	8,1	870	75,48
Bad Hamm	8,6	1569	76,38
Beckum Hammer Str.	8,6	986	73,10
Dolberg	8,7	520	73,12
Beckum Elisabethstr.	9,1	1943	75,56
Ahlen Ost	9,2	2190	71,15
Scheidingen	9,2	173	69,25
Hamm Heessen	9,5	1748	72,94
Rhynern kath.	9,5	605	72,84
Borgeln	9,6	53	74,01
Wambeln	9,6	46	72,94
Rhynern ev.	9,7	257	73,99
Braam	9,8	334	72,95
Hamm Süden	9,9	2146	74,61
Ahlen Süd	10,0	2142	71,24
Oestinghausen	10,1	172	73,56
Sönnern	10,6	86	72,84
Beckum Roland	11,3	1767	70,15
Kattrop	11,6	18	73,61
Hamm Johannisstr.	11,8	663	70,73
Ahlen West	11,9	2440	73,96
Hovestadt	12,0	214	69,83
Werl	12,0	2195	71,68
Hamm Kötterberg	12,2	947	71,91
Westönnen	12,3	424	75,17
Schwefe	12,4	396	75,29
Herzfeld	12,6	669	72,55
Moyenne	8,9		72,7
Total		31 039	

Tableau 3: Espérance de vie à bonne distance de la centrale nucléaire

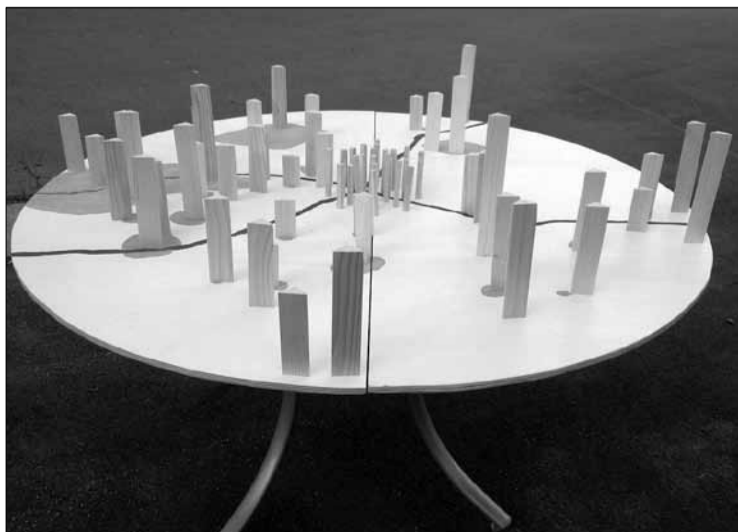
Noms des cimetières	Distance en km par rapport à la centrale	Nombres de décès	Age moyen des décès
Oestereiden	44,0	205	73,72
Lippstadt	24,4	1945	73,87
Hoinkhausen	43,0	171	75,61
Rüthen	45,0	107	76,71
Timmendorf	396,0	677	76,81
Moyenne	110,5		75,3
Total		3105	

«La centrale nucléaire désaffectée ...»
suite de la page 5

5. Conclusion

La radioactivité de l'air et du sol était comprise entre 0,14 et 0,27 microsievverts/heure. Ce sont des valeurs normales. Sous le microscope, j'ai découvert des boulettes noires et je me demande d'où elles viennent, de quoi elles sont composées et quelle est leur dispersion. Il faudrait étudier la question de toute urgence. Il faudrait surtout examiner si elles sont dangereuses.

J'ai constaté que dans le voisinage de la centrale l'espérance de vie moyenne est inférieure (72,7 ans) à ce qu'elle est plus loin (75,3 ans). Ce qui est frappant, c'est que jusqu'à une distance de 7,8 km de la centrale on ne trouve que des valeurs basses. Je sais que de nombreuses personnes sont mortes des suites d'un accident de la route ou de causes semblables, mais vu



Maquette représentant les résultats de l'étude statistique.
(photo Samantha Seithe)

le nombre important des dates examinées (35 000), il n'est pas normal que la moyenne soit si basse. Cela devrait également être étudié.

Je crains que la centrale de Hamm-Uentrop n'ait eu un impact important sur l'environnement.

J'ai résumé les résultats de mon étude sous forme de maquette.

6. Annexe (Journal de l'étude)

26 mars 2011

J'ai choisi et marqué sur la carte des endroits pour les échantillons de sol. Je m'y suis rendu avec mon mentor et j'ai examiné les environs.

9 avril 2011

J'ai relevé les dates de naissance et de décès au cimetière de Scheidingen.

23 avril 2011

J'ai relevé les dates au cimetière de Welver.

30 avril 2011

J'ai relevé les dates aux cimetières de Sönnern et de Wambeln.

7 mai 2011

J'ai relevé les dates aux cimetières de Dinker et de Süddinker.

21 mai 2011

J'ai relevé les dates au cimetière de Lippborg.

28 mai 2011

J'ai relevé les dates aux cimetières de Hultrop et de Hovestadt.

3 juin 2011

J'ai prélevé des échantillons de sol et mesuré la radioactivité au sud de la Lippe.

4 juin 2011

J'ai prélevé des échantillons de sol et mesuré la radioactivité au nord de la Lippe.

1^{er} juin 2011

J'ai relevé les dates aux cimetières d'Uentrop et de Geithe.

25 juin 2011

J'ai relevé les dates aux cimetières de Stocklarn, Borgeln, Hattrop et Schwefe.

2 juin 2011

J'ai relevé les dates au cimetière de Herzfeld.

9 juillet 2011

J'ai relevé les dates au cimetière de Werl, mais je n'ai pas terminé.

16 juillet 2011

J'ai fini de relever les dates au cimetière de Werl.

6 août 2011

J'ai relevé les dates au cimetière de Westönnen.

19 août 2011

J'ai relevé les dates au cimetière de Rhynern et rapporté celles de Timmendorf, où j'ai passé mes vacances.

20 août 2011

J'ai relevé les dates au cimetière de Werries.

23 août 2011

J'ai relevé les dates au cimetière d'Ahlen Süd.

25 août 2011

J'ai relevé les dates au cimetière d'Ahlen West.

27 août 2011

J'ai relevé les dates au cimetière de Dolberg.

29 août 2011

J'ai relevé les dates au cimetière d'Ahlen Ost.

1^{er} septembre 2011

J'ai relevé les dates au cimetière de Beckum Elisabethstrasse.

3 septembre 2011

J'ai relevé les dates au cimetière d'Ostwhenemar.

10 septembre 2011

J'ai mélangé l'échantillon 3 E avec de l'eau et je l'ai tamisé.

11 septembre 2011

J'ai examiné au microscope l'échantillon 3 E.

12 septembre 2011

J'ai ajouté deux lampes à mon microscope et poursuivi l'examen. J'ai trouvé des grains de sable et des boulettes noires.

13 septembre 2011

Mon mentor a examiné les boulettes et dit que je ne pouvais pas continuer à examiner les échantillons car cela pouvait être dangereux.

17 septembre 2011

J'ai relevé les dates au cimetière de Westünnen.

24 septembre 2011

J'ai relevé les dates de vie au cimetière de Braam. Des amis m'ont apporté celles d'Oestinghausen, Oestereiden, Lippstadt, Hoinkhausen et Rüthen.

25 septembre 2011

J'ai calculé des moyennes d'espérance de vie. Dans le voisinage de Hamm-Uentrop, les habitants vivent moins longtemps. Les données de nombreux cimetières de Hamm et d'Ahlen manquent encore.

1^{er} octobre 2011

J'ai relevé les dates au cimetière de Hamm Berge.

8 octobre 2011

J'ai relevé les dates au cimetière de Hamm Mark.

22 octobre 2011

J'ai relevé les dates au cimetière de Hamm-Kötterberg.

24 octobre 2011

J'ai relevé les dates au cimetière de Hamm Johannisstrasse.

25 octobre 2011

J'ai relevé les dates au cimetière de Bad Hamm.

26 octobre 2011

J'ai fini de relever les dates au cimetière de Bad Hamm.

29 octobre 2011

J'ai relevé les dates au cimetière de Hamm Heessen.

31 octobre 2011

J'ai fini de relever les dates au cimetière de Hamm Heessen.

3 novembre 2011

J'ai relevé les dates au cimetière de Hamm Süden.

4 novembre 2011

J'ai encore relevé les dates au cimetière de Hamm Süden.

5 novembre 2011

J'ai relevé les dates au cimetière de Beckum Roland.

12 novembre 2011

J'ai relevé les dates au cimetière de Beckum Hammer-Strasse.

19 novembre 2011

J'ai calculé toutes les moyennes et les distances par rapport à la centrale.

6 novembre 2011

J'ai rédigé mon rapport.

3 décembre 2011

J'ai rédigé mon rapport.

10 décembre 2011

J'ai terminé mon rapport.

Plainte du Vorarlberg contre Mühleberg

Le 31 mai 2012, le Land autrichien du Vorarlberg a déposé auprès du tribunal de première instance de Feldkirch une plainte de droit civil contre la centrale nucléaire de Mühleberg.

Cette plainte pour mise en danger accrue par la centrale repose sur des expertises du ministère autrichien de la Vie.

[...]

Parallèlement à cette plainte, le Land du Vorarlberg prépare également des

démarches juridiques en Suisse: L'avocat bernois *Rainer Weibel* travaille à une demande de retrait de l'autorisation d'exploitation qui devrait être déposée en Suisse dans le courant de l'été.

L'exploitant de la centrale de Mühleberg, la société *BKW FMB Energie AG*, ne dispose que de 4 semaines pour répondre à la plainte de Feldkirch.

Source: M.A., d'après la correspondance du Land du Vorarlberg, 31 mai 2012

AFRICOM mis sur pied

On a «tiré les leçons d'Afghanistan» / Nouveau mix / «La lutte contre le terrorisme» reste

par John Ryan, vice-éditeur de l'«Army Times», Washington D.C.

hd. Les Etats-Unis devraient se demander qui, à la fin des années 80, leur a refilé l'idée de partir en guerre dans le monde entier et de ruiner aussi leur propre économie nationale. La multiplication de la masse monétaire par trois en comparaison à celle de 1990 ne sert même pas à leur propre économie et encore moins à toutes les autres. Si, durant les 20 dernières années, ils s'étaient comportés sur le plan mondial dans le sens de leur ancien utilitarisme, ils seraient peut-être bien vus aujourd'hui et le monde serait un jardin pleinement développé...

Entre-temps ils ont tiré les «lessons from Afghanistan» et ils les ont déjà intégrées dans leur stratégie «AFRICOM»: le pacte avec les forces locales est primordial et indispensable; il faut intégrer des éléments humanitaires, construire les bases non pas au centre mais à la périphérie du pays, entraîner les forces locales à l'extérieur ou aux Etats-Unis sur un terrain sécurisé.

L'Empire veut-il continuer à guerroyer de façon irréflectée? Et cela uniquement parce que ses informaticiens n'arrivent pas à développer un logiciel qui propose la réorganisation en une économie de paix? Avec plus de «grandezza» il leur serait possible de changer de la position de première puissance au monde en une position d'égal à égal. Pour trouver une formule utilitariste: «Les circonstances de notre économie nationale exigent une réorganisation de l'économie de guerre en une économie de paix.» Ce message ne demanderait au président américain que 5 minutes. Le monde entier respirerait et collaborerait avec eux pour réaliser les plus beaux projets de développement au cours de l'année suivante.

Au mois de mai, les autorités de l'armée des Etats-Unis ont annoncé que, dans le cadre d'un programme pilote envoyant, à tour de rôle, des brigades dans des régions du globe entier, une brigade américaine sera transférée en Afrique l'année prochaine.

On s'attend à ce qu'en 2013, environ 3000 soldats – et probablement davantage – accompliront des missions partout sur le continent, en vue de former des armées étrangères et de soutenir les autochtones.

Faisant partie d'un «concept de forces armées concerté dans les régions», les soldats vivront et travailleront parmi les Africains; ceci au sein de communautés sûres qui seront approuvées par le gouvernement américain, comme l'a confirmé le général de division David R. Hogg, le commandeur de l'«US-Army-Africa».

Comment peut-on y participer?

Pour accomplir leur service sur le continent africain, les soldats peuvent choisir entre plusieurs options:

- s'inscrire volontairement pour le service au sein de l'«US-Army-Africa»,
- entrer dans un bureau de coopération pour la sécurité régionale,
- poser sa candidature et devenir fonctionnaire au sein du corps diplomatique.

Les missions dureront quelques semaines ou mois impliquant des missions multiples à différents endroits.

L'armée n'a pas encore indiqué de quelle brigade il s'agira ni d'où elle prendra ses effectifs.

Pendant qu'on vient à bout de la guerre en Afghanistan, le nouveau modèle de troupes en alerte offre plus de temps aux unités armées pour connaître les cultures et les langues régionales et se former en vue de missions et de dangers spéciaux.

L'Afrique a évolué, ces derniers temps, vers une priorité croissante du gouvernement américain, parce que des groupes terroristes y sont devenus une menace grandissante pour les USA et la sécurité régionale. Bien que les soldats américains opèrent en Afrique depuis des décennies déjà, dont plus de 1200 soldats stationnés actuellement au camp Lemonnier à Djibouti, la région reste à divers égards la dernière étape à prendre [«last frontier»] par l'armée.

«En ce qui concerne nos missions, il s'agit de territoires inconnus», voilà ce que communiqua Hogg depuis son quartier général situé à Vicence (Italie). Tout en ajoutant: «Mais moi, je n'y serai pas pour gagner leurs guerres ou pour venir à bout de leurs différends.»

Il s'agit, pour l'«US-Army Africa», plutôt de continuer à renforcer les liens avec

les armées et gouvernements de la région en leur transférant des tactiques militaires, des soins médicaux, de la logistique ainsi que, dans les régions sûres, la lutte contre la faim, les maladies et le terrorisme. Actuellement, pour des raisons de sécurité, l'armée ne permet aux soldats ordinaires que l'accès à 46 des 54 Etats africains.

Les activités dans les autres Etats, inclus ceux où des conflits persistent, se déroulent sous la surveillance du ministère des Affaires étrangères et du Haut Commandement pour les opérations spéciales (U.S. Special Operations Commands USSOCOM ou SOCOM).

Ce sont des soldats en service actif, ceux de la Garde nationale et des réservistes qui ont contribué à supprimer la violence régionale, à soutenir les Africains malades ou blessés et à nourrir les affamés de l'Afrique de l'Est.

Pendant une opération de formation, les soldats américains ont appris aux troupes ougandaises comment fournir, par voie aérienne, des stocks de réserves aux camarades se trouvant dans la jungle et comment faire la chasse aux rebelles de la «Lord's Resistance Army», une milice à laquelle on reproche d'avoir commis des atrocités en Afrique centrale. Répondant à une initiative du ministère des Affaires étrangères des Etats-Unis, les soldats américains ont également formé des troupes africaines se préparant à des missions de «maintien de la paix» en Somalie, en matière d'accompagnement armé de transports et de mesures contre les explosifs improvisés.

Au Malawi et à Zanzibar, lors de missions de soins médicaux, des médecins ont remplacé les lentilles oculaires des malades souffrant de la cataracte qui commencent, après avoir trouvé ou retrouvé leur vision, dans beaucoup de cas pour la première fois de leur vie, à rayonner et à danser. Les soldats du service médical ont également distribué des médicaments pour protéger les indigènes de la malaria qui est toujours, selon Hogg, la cause principale de la mort en Afrique.

Les aumôniers militaires enseignent en classes aux Africains comment s'y prendre avec le stress post-traumatique et comment former des groupes d'intervention sociale pour les familles.

Leçons de réalité

Hogg affirme qu'une unité de combat équivalente à une brigade est capable d'accomplir plus de deux tiers de ces missions en Afrique. Pour le reste, elle a besoin d'experts expérimentés – des mécaniciens et des spécialistes en matière de logistique – mis à disposition de la Garde nationale et des réservistes de l'Armée.

Chaque semaine, dit-il, 300 à 400 indigènes sont concernés par les opérations de l'«US-Army Africa». «J'ai vu quelques-unes de ces missions, continue-t-il, dont les commandants de bataillon pourraient sans doute se présenter aux prochaines élections de gouverneur. Cela parce qu'ils ont un rapport direct très proche avec bon nombre de partenaires aussi bien du côté des forces armées que de celui de la communauté locale civile. Cela facilite une approche indirecte à certaines des organisations extrémistes et violentes qui dénigrent les Américains et les Etats-Unis. Avec le temps, de tels contacts ont un effet avantageux.

Les soldats américains ont appris des Africains, au cours de leçons réelles, beaucoup de choses sur les maladies tropicales, les cultures internationales et les tactiques militaires étrangères.

A l'avenir, les soldats américains pourront aussi fréquenter des cours de formation militaire africains, par exemple à l'Institut français de la survie dans le désert, à Djibouti, ou l'Ecole africaine de la jungle, au Ghana et au Gabon.

Pour le moment, l'Armée ne dispose pas encore de plans en vue de l'établissement de bases militaires permanentes sur le continent. La mission a ses limites, comme a dit Hogg: «Face à tous les défis qui existent et qui germent partout en Afrique, il importe beaucoup que la solution soit africaine. Nous sommes là pour rendre les forces armées africaines capables d'analyser, là où l'on voudra, leurs problèmes et de les résoudre», dit Hogg, qui a visité plus de 20 pays. Et il ajoute: «Nous n'essayons pas de reproduire l'armée américaine dans les 54 pays de l'Afrique.»

Source: Army Times, www.armytimes.com/news/2012/06/army-3000-soldiers-serve-in-africa-next-year-060812/

(Traduction Horizons et débats)

De l'aide qui va du cœur au cœur

Une organisation d'aide suisse «Good hearts Organisation» (GHO)

aide avec grand succès les plus pauvres dans le bidonville de Kibera à Nairobi

Entretien avec Alex Weigel, fondateur et directeur du GHO



Alex Weigel (photo thk)

thk. Lorsqu'on se demande comment une coopération raisonnée et couronnée de succès dans l'aide au développement doit se présenter, on trouve dans l'œuvre sociale «Good Hearts Organisation» un exemple qui représente les

principes fondamentaux d'une coopération au développement suisse couronnée de succès, parce que l'organisation s'oriente avant tout sur les besoins et conditions de la population locale.

Le fondateur et directeur de cette organisation est le Suisse Alex Weigel. Il a commencé à construire de tout cœur une école pour les enfants du bidonville à partir de rien et il a connu un grand succès.

Bien que le Kenya ne soit pas un pays cible de la coopération suisse au développement, Alex Weigel reçoit aussi du soutien de la Suisse officielle.

Alex Weigel nous confie dans l'interview ci-dessous ce qui l'a amené à s'expatrier à Nairobi et d'après quels principes il a construit son école «KidStar Academy» et comment il la gère.

Monsieur Weigel vous êtes le fondateur et le directeur de l'organisation d'aide «Good Hearts Organisation», qui dirige une école et un dispensaire médical à Kibera dans le

plus grand bidonville de Nairobi. Comment en êtes-vous arrivé là?

C'est une longue histoire. Pendant mon temps au gymnase, j'ai eu le privilège de pouvoir faire un voyage au Mexique et là, pour la première fois de ma vie, j'ai vu la pauvreté de mes propres yeux. Cela m'a beaucoup touché et je me suis dit qu'à un moment donné de ma vie je ferai quelque chose pour y remédier, à un moment donné je tâcherai de lutter contre la pauvreté et d'aider les gens concernés par la pauvreté, la faim et tout ce qui en découle. Dans le fond je me suis toujours intéressé aux affaires sociales mais finalement je me suis engagé dans une carrière dans une assurance qui, au fil du temps, a été reprise par une banque. Mon vrai but cependant je ne l'ai jamais abandonné, c'est-à-dire de m'engager dans la coopération au développement. Alors j'ai eu la chance de diriger pour quelques années le service clients d'une grande organisation d'aide et de cette manière j'ai pu me rapprocher un peu de mon idée d'aider les gens du tiers monde. Ce désir a grandi d'autant plus que j'ai eu l'occasion de prendre connaissance de ces circonstances. L'impression s'est encore renforcée lorsque j'ai eu la chance de guider un voyage de parrains et de sponsors en Amérique latine. Là-bas nous avons visité en particulier des projets au Nicaragua. Alors, mon désir de devenir moi-même actif s'est renforcé encore. J'avais déjà visité d'autres projets sur d'autres continents, j'ai aussi été une fois en Asie, mais je n'avais encore jamais visité le continent africain. Après avoir vu quelques continents plusieurs fois, le moment était venu

pour moi de visiter l'Afrique. Lorsque ma fille a eu ses 18 ans, nous avons décidé de faire un voyage de vacances à un endroit tout à fait différent. Cette fois-ci, le voyage ne nous a pas conduit en Californie ou sur l'île de Crète, mais à Kibera, le plus grand bidonville de Nairobi. Là-bas nous n'avons pas eu de grands projets, sauf une safari de quatre jours dans le Masai Mara et de passer le reste du temps à Kibera dans le bidonville le plus densément peuplé d'Afrique.

Qu'est-ce qui a amené le déclic pour plier bagage et déménager à Kibera, de changer votre vie réglée contre une vie pleine d'incertitude?

Nous y avons rencontré tant de gens et nous leur avons parlé et nous avons vu tant de choses que je me suis dit: Maintenant tu dois faire quelque chose. Si je ne le fais pas maintenant, je perdrais toute crédibilité devant moi-même. J'ai démissionné de mon poste. Peu avant Noël de la même année, j'ai fait le voyage à Nairobi. Là-bas, j'ai contacté les gens que j'avais rencontrés la première fois dans le bidonville et j'ai évalué ce que je pouvais faire de sensé.

Comment l'idée est-elle née de fonder une école?

J'avais bien l'idée dans ma tête de fonder une organisation d'aide, mais il fallait d'abord voir si et comment ce serait possible. Au bout de peu de temps, début janvier, nous avons commencé avec l'école. J'avais traversé le bidonville et j'ai évalué plusieurs régions. Et là, j'ai

constaté que la partie dans laquelle se trouvent Raila, Gatwekera et Soweto Ouest est bien la partie la plus pauvre. J'ai rencontré les aînés du district sous un toit en tôle et j'ai discuté avec eux pour savoir ce dont ils ont besoin le plus urgentement.

Qu'est-ce que ces gens vous ont proposé?

Nous avons rempli toute une page A4 avec des projets et des activités souhaitables. Finalement nous nous sommes donné encore une fois beaucoup de temps pour définir ensemble les priorités. Comme résultat, la première priorité revenait à une clinique opérant sept jours sur sept et 24 heures sur 24. J'ai dû dire à ces gens que je ne pouvais pas commencer avec ça parce que ça dépasse de loin mes moyens comme personne privée. Déjà en deuxième place venait une école pour des enfants encore assez petits, à partir de trois ans. Alors les parents peuvent avoir une activité payée pendant que nous nous occupons des enfants la journée. Cette idée était dans le cadre de mes possibilités et en même temps cela ouvrirait les portes vers les familles et leurs problèmes. Commençons donc avec ça.

J'imagine que ce n'est pas du tout simple de fonder comme étranger une école dans un bidonville chez les plus pauvres des pauvres. On rencontre une culture toute différente et des êtres humains qui se trouvent du côté sombre de la vie. Comment avez-vous procédé?

«De l'aide qui va du cœur au cœur»

suite de la page 7

J'ai contacté une enseignante dont j'avais fait la connaissance lors de la première visite avec ma fille et son amie.

Comment avez-vous connu cette enseignante ?

Ça s'est fait tout à fait par hasard. A cette époque nous étions en contact avec un groupe de jeunes dans le bidonville qui a organisé le nettoyage du bidonville. Nous, les visiteurs nous les avons volontiers aidés et l'enseignante y a été présente à ce moment-là. Nous avons engagé la conversation. C'était une enseignante Montessori dans une école établie au sein du bidonville. Dans cette école, cela faisait des mois qu'elle n'avait plus reçu de salaire. Elle était donc prête à construire quelque chose de neuf. Nous avons aussi pris une bénévole, une enseignante qui cherchait du travail. C'est ainsi que tout a commencé.

Lorsqu'en avril je suis revenu en Suisse, le projet était mis en marche avec plus de 20 élèves. Mais il n'y avait pas encore d'organisation.

Cela veut dire que vous avez tout démarré à partir d'une impulsion personnelle, et jusqu'à ce moment-là vous avez tout porté vous-même, les coûts inclus ?

Oui, c'est juste. Cela s'est fait par nécessité. Lorsqu'on voit ce qu'il faut, on ne peut pas faire autrement. J'ai donc engagé mes modestes moyens et avec mon argent j'ai fait aussi des fautes, parfois graves, et j'ai beaucoup appris. La première année, c'est moi qui ai financé le tout du point de vue opérationnel et financier et après je voulais fonder une association pour pouvoir donner un fondement officiel à tout ce projet grandissant. Lorsque j'ai eu la certitude de pouvoir diriger le projet à long terme et que mes moyens personnels touchaient à leur fin, c'est là que l'association est entrée en jeu. Tout s'est passé relativement vite et je suis reconnaissant à tous ceux qui m'ont aidé. Pour rédiger les statuts et pour la création de l'association j'ai pu contacter des amis du temps de mon travail au sein d'une organisation d'aide.

Comment se présente l'état actuel de l'école, comment ce projet s'est-il développé ? Comment les gens sur place ont-ils réagi ?

En Afrique j'ai toujours été reçu avec beaucoup de gentillesse. Les Kényans qui ne me connaissent pas, qui n'ont peut-être pas un horizon très large, voient un blanc comme moi simplement comme un distributeur d'argent. En plus, beaucoup de gens, avant tout les enfants ont beaucoup de confiance envers les blancs. Car la plupart des blancs qui viennent là-bas et prennent vraiment contact avec les gens veulent aider. Cela a beaucoup simplifié les débuts. Parfois on ne peut pas réaliser les attentes des gens qui ne pensent qu'à court-terme. Beaucoup pensent voic un blanc, il doit me donner de l'argent. C'est ce que nous ne faisons pas.

Ce qui a aussi facilité les débuts c'est que nous n'avons travaillé qu'avec des personnes habitant le bidonville. C'était une symbiose optimale. Je l'ai expliqué au chef de tribu de la façon suivante: C'est comme du chocolat. Il est composé des meilleurs produits agricoles africains qui se trouvent dans le chocolat, combiné avec un peu de technologie qui a été trouvée en Suisse, à Zurich. Et la synthèse de ces deux ingrédients donnent le meilleur chocolat que nous aimons des deux côtés du globe. C'est ce que nous pouvons atteindre si nous donnons le meilleur de nous même des deux côtés. C'est d'après ce principe que nous avons construit l'école. L'acceptation des gens nous a aidés, le fait que les gens nous ont simplement ouvert les portes, et aussi les autorités locales. Là nous avons vraiment défoncé les portes ouvertes. Le problème se pose là où les autorités pensent qu'ils peuvent recevoir de l'argent, mais là nous sommes très conséquents: nous ne soutenons absolument pas la corruption. Nous ne le faisons pas par principe, là c'est mon obstination d'origine togbourgoise qui m'aide.

Parlons encore de l'école. Comment se passe le quotidien scolaire ? Quelles sont vos expériences ?

Dans le quotidien de l'école nous avons eu dès le début plein de défis. Ainsi nous avons appris

qu'il faut donner un repas de midi aux enfants. Nous savions déjà qu'il faut leur donner le petit déjeuner, mais il était vite clair qu'il fallait aussi un repas à midi. Les enfants peuvent certes rentrer à la maison à midi mais là il n'y a rien à manger. Avec ça, j'ai fait une expérience impressionnante. Comme nous travaillons par principe de façon participative, ce qui veut dire que les gens contribuent eux-mêmes, nous apportons la nourriture et les assiettes, mais nous voudrions que les enfants apportent leur cuillère de chez eux, avec laquelle ils mangeront leurs repas chez nous. Et les cuillères sont bien sûr restées à l'école. Deux parents nous ont dit que ça n'allait pas comme ça. Et à ma question une mère m'a répondu: Tu sais c'est notre seule cuillère et j'en ai besoin pour cuisiner quand je fais à manger le soir. Et cette cuillère nous la partageons pour manger. Nous sommes une famille de huit personnes.

C'est comme ça que cela se passe pour les gens là-bas. J'ai eu honte et j'ai dû cacher mes larmes, mais j'étais reconnaissant pour cette réponse ouverte. Nous en avons beaucoup appris.

L'école a grandi, de plus en plus de parents ou de personnes de l'entourage ont amené les enfants. Ainsi nous avons eu une impression plus profonde du monde de ces gens et nous nous sommes vus confrontés à beaucoup de problèmes. Pas seulement lorsqu'une ou un des élèves tombait malade, mais aussi lorsque n'importe qui de la famille tombe malade, les parents ou ceux qui s'occupent des enfants, ou l'un des frères et sœurs, ils ont besoin d'urgence de soins médicaux parce qu'autrement sous peu, tous souffriront et «notre» enfant ne pourrait pendant longtemps pas venir à l'école. Il fallait donc ajouter un programme médical. C'est-à-dire moi, ou l'une des aides, amenons tous les jours quelques enfants vers notre doctresse Dorah qui est un médecin expert, qui a travaillé longtemps dans un des plus importants hôpitaux de l'Afrique de l'Est et dirige maintenant dans le bidonville des stations de malades et une clinique obstétrique. Elle travaille 24 heures sur 24. C'est quelqu'un de merveilleux.



Cour de récréation devant l'école. (photo ak)

C'est impressionnant ce qu vous avez mis sur pied en si peu de temps. L'avenir de l'école est-il assuré ?

Nous avons grandi et nous pourrions continuer à grandir, mais malheureusement la place est limitée. Nous devons limiter le nombre d'enfants maintenant à 80 élèves, notamment pour pouvoir maintenir la qualité. Comme nous offrons de l'aide médicale et nous réalisons un programme alimentaire dans le cadre du programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM), nous atteignons actuellement 800 êtres humains dans le bidonville. Ce sont les parents, les frères et sœurs et la parenté de nos enfants et quelques familles très pauvres que nous connaissons parce que nous y sommes déjà depuis trois ans. Le PAM a confiance en nous parce que nous soignons les gens comme il faut, directement et d'après leurs besoins, et que nous tenons le registre sur les denrées alimentaires fournies et l'état de santé des enfants. C'est la situation actuelle. Nous servons 800 êtres humains, mais l'école devrait pouvoir continuer à grandir. Nous pourrions potentiellement atteindre beaucoup plus de gens. Nous voudrions bien de ce côté du bidonville offrir une clinique et établir un programme pour des personnes atteintes du HIV et du Sida. Nous nous occupons aussi d'eux à l'occasion. Nous avons vu des cas très graves, nous voudrions tout simplement faire davantage. Il faudrait aussi une possibilité pour beaucoup d'orphelins pour qu'ils puissent dormir dans un endroit sûr. Il arrive souvent que les familles sont séparées

et que les enfants vont n'importe où, où ils ne peuvent probablement pas aller à l'école ni se développer comme il faut. Nous voulons développer des possibilités pour et avec ces personnes. Tout cela nous l'avions planifié depuis longtemps, mais auprès du gouvernement nous n'avons rencontré que de l'ignorance et cela pour la simple raison que je ne suis pas prêt à soutenir la corruption. Lorsque je présente notre concept, ce que j'ai déjà fait quatre fois, je n'y ajoute pas de billets bien que je sache que l'autre l'attend. Je ne le fais pas malgré tout.



Petit déjeuner avant les cours. (photo ak)

Vous êtes confronté à d'autres impossibilités ?

En ce moment nous avons la situation que notre école et les habitations pour d'autres 6000 personnes doivent faire place à un projet de route, et cela pour la simple raison que quelques descendants corrompus de hauts dignitaires du régime se sont attribué de vastes terrains, et le tracé d'une très grande route sera modifié par rapport aux projets initiaux. Cela se voit aussi sur les plans de la ville. Maintenant très bientôt 5 écoles, 2 hôpitaux, 3 églises et beaucoup d'habitations de bidonville seront détruits, naturellement sans compensation.

Et alors, comment ça continuera pour l'école ?

D'un côté c'est une menace parce qu'on ne sait jamais à quel moment les bulldozers viendront. Cette situation a empêché les habitants et moi de dormir déjà bien des nuits. Les bornes sont déjà déplacées et dans un ou deux mois tout y sera nivelé. Le terrain entier a été remesuré par une entreprise de construction chinoise qui exécute les travaux sous protection de deux unités spéciales de la police qui n'hésitent pas à avoir recours aux armes et au gaz lacrymogènes.

J'ai appris en Afrique, face à tous ces problèmes, à y reconnaître aussi nos chances. Nous avons déposé une demande en plus haut lieu, auprès du Premier ministre, nous demandons un terrain que nous avons choisi en remplacement. Le terrain est très en pente et jusqu'à présent personne ne s'y est intéressé parce qu'il ne se prête pas facilement à la construction. C'est pour cette raison que ce terrain est resté libre, comme fait pour nous. Autrement on construit partout où c'est possible. En partie il y a des cabanes dans cette pente et les gens doivent dormir en pente, c'est terrible. En plus les eaux usées coulent à travers ce terrain.

Mais comment pouvez-vous y construire quelque chose ?

Je reviens au chocolat. Faire quelque chose avec notre technologie, combiner nos connaissances et notre savoir-faire avec les possibilités et les ressources sur place. Nous devons terrasser ce terrain et sur ces terrasses nous pourrions installer nos projets. Nous qui venons de Suisse, nous avons l'expérience de nos régions montagnardes et même à Zurich on a beaucoup construit sur les pentes raides. Pour l'engineering nous aurons de l'aide professionnelle de Suisse. Ensemble, avec tous ces gens au chômage sur place, nous allons pouvoir terrasser le terrain. Nous pourrions y construire tout ce qu'il faut: une école plus grande, une clinique, un centre de communauté, un centre HIV-Sida et beaucoup d'autres activités, jusqu'à une serre pour cultiver la nourriture dont on a besoin et une installation de biogaz avec laquelle on pourra utiliser les eaux usées du bidonville pour gagner de l'énergie et en même temps pour obtenir une bonne terre. On ne manque pas de projets, mais il faut qu'on nous attribue le terrain.

Quelles sont les chances d'obtenir ce terrain ?

Nous sommes optimistes parce que d'autres organisations seraient à peine capables d'y faire quelque chose. En quelque sorte, ce terrain nous est tout simplement destiné. Au Kenya c'est l'année électorale et le Premier ministre veut devenir président. Notre projet est situé dans son district électoral. Objectivement, il n'est pas réellement possible pour nous d'obtenir ce terrain et de réaliser tous ces projets nécessaires, à moins que beaucoup de gens qui ont du cœur à ce propos nous soutiennent pour que l'aide du cœur au cœur continue. C'est ça notre credo, lorsqu'il s'agit de coopération au développement. Nous ne voulons pas simplement réaliser des projets, mais nous voulons créer des liens. Nous estimons qu'il est essentiel de créer des liens entre tous les participants pour une aide efficace. Ces relations sur place doivent être renforcées pour que le filet, le réseau soit assez solide, afin que les êtres humains puissent vivre en dignité. C'est notre conviction: d'être humain à être humain, du cœur au cœur. De cette façon, nous pouvons mettre en place une coopération au développement qui mérite d'être appelée durable. Ainsi les dons, petits et grands deviennent de vrais investissements. Ce que nous avons vécu là-bas ces dernières trois années nous montre que nous sommes sur le bon chemin pour arriver à un avenir meilleur pour ces êtres humains, et avec cela aussi pour la Suisse. Plus les gens au Tiers monde ont des problèmes, plus les problèmes augmentent chez nous en Suisse. Notre monde est tellement relié en réseaux, économiquement, politiquement et à beaucoup d'autres égards que nous (en Occident) ne devrions pas nous tromper nous-mêmes en continuant à ne pas voir plus loin que le bout de notre nez. Et lorsque les autres gens vont mieux, c'est ce que le chansonnier bernois Mani Matter savait, alors nous aussi nous allons mieux. («Dene, vos guet geit, giengs besser, giengs dene besser, vos wengiger guet geit.» Ceux qui vont bien iraient mieux, si ceux qui vont moins bien allaient mieux.)

Je pense que dans tout ce que vous venez de rapporter, vous et vos collaborateurs, vous méritez toute notre considération pour votre engagement quotidien, ce que vous faites pour les plus pauvres des pauvres. Je peux imaginer qu'on se trouve toujours devant de grands défis, surtout au niveau humain ...

Là, je dois dire, que le plus grand soutien, à part celui de ceux qui travaillent directement à Kibera, vient de Suisse. Mais nous sommes soutenus aussi localement par des paysans bio qui nous apportent quelques têtes de choux ou quelques bananes plantains ou des betteraves, tout ce que la Providence nous donne pour rendre plus variés les menus pour nos enfants. En plus, nous sommes évidemment heureux de recevoir des visites et du soutien par l'ambassade suisse à Nairobi. Cette année, elle nous aide avec une contribution unique, pour que nous puissions payer les prix des aliments qui ont fortement augmenté et affronter l'explosion du prix dans le domaine médical, et aussi assumer les salaires que nous avons dû adapter en conséquence. Cela nous a donné une sécurité de base pour pouvoir planifier de façon raisonnable. L'école et ses programmes peuvent ainsi continuer, surtout maintenant où nous nous préparons au déménagement dans un nouvel endroit. Le tout est surtout soutenu par des relations personnelles. Le soutien de l'ambassadeur, son assistance personnelle, est important pour moi. Il m'amène toujours à nouveau à me dire: «Non, Alex, bien qu'il y ait beaucoup de choses et beaucoup de forces qui s'y opposent, tu ne dois pas abandonner, il y a une voie.» Les difficultés que je rencontre aussi dans mon travail, je peux les déposer à un endroit propice et retrouver de la compréhension. L'ambassade suisse à Nairobi est une bénédiction pour nous. Et Dieu est toujours du côté des pauvres, il est donc aussi de notre côté.

Monsieur Weigel, nous vous souhaitons pour l'avenir tout le bien possible et que l'école puisse continuer son travail bénéfique. Merci bien de cet entretien.

Compte pour vos dons:

Good Hearts Organisation

Raiffeisenbank Flughafen

8302 Kloten

IBAN: CH 34 8147 4000 0085 54766